

# tribune

**PSU**

## socialiste

spécial

**CONSEIL  
NATIONAL**

**23-25**

**novembre**



# 7 JOURS DANS T.S.

**tribune**  
PSU **socialiste**

Directeur politique : Gérard FERAN.  
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.  
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.  
Collectif de rédaction : Robert DESTOT - Jacques FERLUS - Jacques GALUS - Gilbert HERCET - Jean-François MERLE - Jean VERGER.

Publicité : Régie-Information, tél. 770.40.18.

Directeur de la publication : Jean LE GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Régie Information

Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.  
S. A. Imprimerie Editions Moriamé  
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9<sup>e</sup>

## POUR TOUT CHANGEMENT D'ADRESSE

1. Joindre la bande du dernier envoi avec 2 F en timbres-postes.
2. Indiquer la nouvelle adresse avec la codification postale.

## CALENDRIER POLITIQUE

● **Vendredi 12 octobre** : Débat Charles Piaget, José Bidegain (CN PF) animé par François-Henri de Virieu. Au Centre 8, 8, rue Port-de-Bouc - Versailles, 21 h.

● **Mercredi 17 octobre** : Conférence-Débat sur le Chili. Mairie de St-Maur. Avec Bernard Ravenel, 21 h.

● **Sam. Dim. 3-4 novembre** : « Formation professionnelle et éducation permanente ». WE de travail. Secteur Ecole et Formation + secteur Entreprise - Contact : B. Ravenel, 9, rue Borromée.

● **20-21 octobre** : Assemblée régionale Femmes.  
(région parisienne)

Les mâles en voie de conscientisation de la 17<sup>e</sup> section, Paris se proposent de prendre en charge l'accueil et l'animation des marmots pendant que leurs mères participeront à l'Assemblée - Femmes.

Ils font appel au soutien de leurs camarades des autres sections de la région parisienne pour les aider dans leur tâche délicate.

Prendre contact à la Fédération de Paris, 9, rue Borromée.

« Pour la 17<sup>e</sup> section - garderie des 20-21 octobre ».

● **27, 28 octobre à Besançon** : Conférence nationale « entreprises ».

■ Ce numéro spécial de « Tribune Socialiste » est entièrement consacré à la préparation du prochain Conseil National du PSU. Nous ne pouvons, pour des raisons financières, éditer la même semaine un numéro normal. Et pourtant l'actualité de cette semaine se trouve être particulièrement brûlante : le Chili où la répression continue, où la résistance s'organise, soutenue par la solidarité internationale du mouvement ouvrier dont témoigne en France le meeting de mardi dernier à la Bourse du Travail avec Isabelle Allende.

Lip où le pouvoir cherche à masquer ses responsabilités par les ultimatum grotesques de son représentant.

Enfin et surtout la guerre au Proche-Orient que la presse s'acharne à nous présenter sur le mode : « Les cow-boys et les Indiens » sans mettre en évidence les raisons politiques réelles du conflit...

■ Faut-il pourtant que nous nous contentions de faire un numéro exclusivement destiné aux militants du PSU ? Nous ne le pensons pas. Quand les débats internes d'une organisation révolutionnaire n'intéressent que ses propres militants, c'est déjà le signe d'un échec.

Il nous faut en finir avec la conception d'une coupure totale entre l'intérieur et l'extérieur du Parti. Dans son livre remarquable sur le « Léninisme sous Lénine » dont nous ferons une critique plus détaillée dans un prochain

numéro, Marcel Liebman nous rappelle à quel point la réalité du parti bolchevik avant, pendant et après la révolution d'Octobre était infiniment plus dynamique et complexe que le mythe qu'on en a construit. Les conflits qui le traversèrent alors, et leur caractère public, ont été et sont encore une source de richesse extraordinaire pour l'ensemble du mouvement ouvrier international. Un parti en crise, ce n'est pas un parti qui connaît des débats internes. C'est un parti dont les débats n'intéressent personne parce qu'ils ne sont pas en prise sur la réalité.

■ Les débats préparatoires au dernier Congrès du PSU à Toulouse ont été fructueux parce qu'ils ont ouvert dans l'ensemble du mouvement ouvrier une série d'interrogations nouvelles : l'autogestion, le contrôle ouvrier, les problèmes de la transition au socialisme. Si nous avons aujourd'hui un rôle qui dépasse de beaucoup notre importance organisationnelle, c'est justement parce que les questions que nous avons posées étaient de vraies questions et que bon gré mal gré, l'ensemble des organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier les rencontrent aujourd'hui et doivent leur apporter des réponses. Mais cela ne veut pas dire, contrairement à ce que certains voudraient faire croire, que nous passons notre temps à « donner des leçons » aux autres. Nous n'avancerons nous-mêmes que si nous savons nous remettre en question en étant lucides sur nos faiblesses et nos erreurs.

■ Les textes présentés dans ce numéro par le Bureau National visent précisément à combler certaines de nos lacunes les plus importantes. Il ne suffit pas d'avoir un projet, le socialisme autogestionnaire ; il faut aussi une stratégie capable de mener les forces populaires à la victoire faute de quoi la transition au socialisme et le socialisme lui-même resteront toujours des perspectives théoriques. Avoir une stratégie politique, et pas seulement d'animation des luttes sociales, cela nécessite une réflexion beaucoup plus précise sur des questions que nous avons souvent éludées : le problème de l'unité, celui de la prise du pouvoir en particulier. L'expérience dramatique du Chili nous prouve assez qu'il y a urgence à regarder en face les contradictions d'une expérience de transition au socialisme si l'on veut être capable de les surmonter.

C'est cette réflexion que veut ouvrir le rapport politique du Bureau National. Au-delà d'un simple rapport d'activité il nous a semblé en effet indispensable de dégager dans la période actuelle des orientations stratégiques et tactiques pour le PSU. Les deux autres textes présentés par le Bureau National portent sur la structuration d'une force politique autogestionnaire et sur le contrôle ouvrier et populaire. (Ce dernier rapport devant être complété ultérieurement).

Nous publions enfin une contribution de nos camarades de la GOP sur ce dernier thème.

■ D'un point de vue pratique les votes des sections et fédérations portent donc :

a) sur le rapport politique qui inclut le traditionnel rapport d'activité.

Une motion d'orientation reprenant les principaux axes de ce rapport, sera proposée au Conseil National.

b) sur les deux textes, Force autogestionnaire et Contrôle ouvrier et populaire.

c) PSU-Information et TS publieront dans les prochaines semaines les Tribunes libres et les propositions d'amendements, ou de textes contradictoires avec l'orientation proposée dans le rapport politique.

d) Le Conseil National aura lieu dans la Région Parisienne. Le lieu exact sera précisé ultérieurement.  
Bon courage à tous !

Gérard FERAN ■

## qu'est-ce qu'un Conseil National ?

Les Conseils Nationaux du PSU ont pour tâche de préciser l'orientation du Parti entre deux Congrès. Ils rassemblent des délégués mandatés par l'ensemble des Fédérations ou des régions du Parti.

Les Congrès se tiennent tous les deux ans. Les Conseils Nationaux environ tous les ans.

Entre les Conseils Nationaux et les Congrès c'est la Direction Politique Nationale qui est chargée de contrôler l'activité du Bureau National et de déterminer les tâches du Parti. Elle est composée actuellement de 90 membres élus à la proportionnelle des courants de pensée qui s'expriment lors des Congrès. Elle se réunit environ une fois par trimestre.

## pour le Conseil National CRITIQUE SOCIALISTE

- Antonio GRAMSCI La conquête de l'Etat (numéro 2).
  - Serge MALLET Contrôle ouvrier, partis et syndicats (numéro 2).
  - LIBERTINI et PANZIERI Sept thèses sur le contrôle ouvrier (numéro 3).
  - VINCENT, BARIONET, CRAIPEAU, NAVILLE, Confrontations sur le P.C.F. (numéro 4).
  - Jean-Michel KAY Le programme, premier plan de la révolution (numéro 7).
  - BRACHET, CONSTANTIN, LE GARREC Eléments pour un débat sur l'autogestion (numéros 9 et 10).
  - CHAPUIS, DALBERT, DAVID, FAY L'autogestion et l'Etat de transition au socialisme (numéro 12).
  - Victor FAY Du Contrôle ouvrier à l'autogestion (numéros 13 et 14).
  - Philippe BRACHET Actualité de Marx sur la bureaucratie (numéros 13 et 14).
- OFFRE SPECIALE : Les 7 numéros 35 F (au lieu de 47 F)  
(au numéro : 2, 3, 4, 7 : 5 F. 9-10 et 13-14 : 8 F. 12 : 6 F)  
Editions SYROS, 9, rue Borromée, 75015 Paris (C.C.P. 19 706 28, Paris)

## POUR PRENDRE CONTACT

Je désire prendre contact avec la section PSU la plus proche de mon domicile - de mon lieu de travail (1) :

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Profession : .....

Lieu de travail (1) : .....

Tél. : .....

BULLETIN A RETOURNER AU PSU, 9, RUE BORROMEE, 75015 PARIS

(1) Précisez le cas échéant.

## ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à  
M., Mme, Mlle (nom et prénom)  
Adresse complète : Rue

Ville

No

Je désire souscrire un abonnement de :  
1 an (52 numéros) 60 F  6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :  
1 an (52 numéros) 100 F  6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE MANIFESTE DU PSU ».

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - CCP Paris 5826-65

# RAPPORT POLITIQUE

## du Bureau National du PSU

Pour la première fois de son histoire, le P.S.U. est aujourd'hui en train de donner naissance à un courant social, et virtuellement politique, se définissant d'abord par ses objectifs propres et non prioritairement par la critique des perspectives des autres forces. Cette évolution s'est révélée à travers le profond écho soulevé par le manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », à travers la naissance du Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste, puis l'ouverture de ce comité à un certain nombre d'observateurs représentant d'importantes organisations de jeunesse ou d'éducation po-

pulaire ; elle s'est révélée surtout à travers la mise en pratique, dans de nombreuses luttes, du contrôle ouvrier et du contrôle populaire. Le caractère « opérationnel » du manifeste a pu être ainsi vérifié, ce qui a contribué à élargir l'audience de masse du courant socialiste autogestionnaire. Après le moment difficile qu'a constitué pour le Parti l'élection législative de mars 1973, cette situation nouvelle traduit un important redressement et accroît nos responsabilités politiques dans la période. C'est à la traduction stratégique de ces responsabilités que ce rapport est consacré.

### 1 Le PSU depuis son VIII<sup>e</sup> congrès et l'évolution de la situation

#### 11. — LE CONGRES DE TOULOUSE :

— l'unité consolidée du Parti lui donne des capacités d'initiative nouvelles ;  
— le projet autogestionnaire, traduit par le Manifeste du Parti, fut important à la fois par la nature du projet lui-même et par son articulation avec le contrôle ;

— cependant le parti n'a pu aborder dès ce moment un certain nombre de questions stratégiques et théoriques auxquelles nous avons été confrontés par la suite, visant aussi bien l'évolution du régime, celle des forces sociales et politiques, que les problèmes de la période de transition, de la prise du pouvoir et de la stratégie en matière d'unité.

Ces incertitudes, qui concernaient l'ensemble du Parti, ont rendu difficile la tâche de la Direction. Le Conseil National doit permettre de les lever.

#### 12. — LES ELECTIONS :

Elles furent pour le parti un échec relatif. Malgré des progressions honorables dans les régions pour nous les plus difficiles (Alsace - Aquitaine) il y a érosion forte de positions que nous avions crues solides.

— raisons conjoncturelles. La crise du parti était encore récente. Les élections sont survenues beaucoup trop vite après le redressement opéré par le Congrès de Toulouse ;

— raisons organisationnelles — insuffisance de candidats — faibles moyens financiers ;

— raisons politiques — le parti a été coincé dans la bipolarisation. Notre attitude stratégique face au Programme Commun a été correcte, mais no-

tre attitude tactique était en porte à faux par rapport à la volonté unitaire des travailleurs.

— Au niveau national ces élections se sont caractérisées par un affrontement gauche-droite extrêmement net. La très importante participation électorale confirme que les travailleurs tout comme la droite les ont ressenties comme un affrontement de classe. Mais le débat s'est résumé à une formidable campagne anticommuniste et à une vague confrontation de programmes nationaux. Les problèmes quotidiens les plus urgents n'ont pas été posés, et l'importance de l'enjeu n'a rien enlevé au caractère de jeu abstrait que prend de plus en plus la campagne électorale. Or les problèmes importants qui n'ont pas été posés à l'occasion des élections vont néanmoins faire irruption sur la scène politique.

#### 13. — LES LUTTES POPULAIRES DEPUIS LES ELECTIONS :

Dès la retombée des bruits de la campagne, diverses luttes ont montré que ces problèmes de la vie quotidienne n'avaient pas été posés ;

• la grève des OS de Renault-Billancourt et les divers mouvements d'immigrés reposent le problème des conditions de travail et de l'exploitation de ces travailleurs ;

• les lycéens, à travers la longue bataille qu'ils ont su mener sur les surcoûts, ont en fait reposé le problème de l'armée et de son rôle social ;

• les luttes pour la liberté de la contraception et de l'avortement, la création de centres d'orthogénie ont aussi remis au premier plan de l'actualité un

problème que le Président de la République et le Premier Ministre avaient voulu ignorer ;

• la longue défense des paysans du Larzac et le soutien considérable qu'elle a reçu ont également reposé, d'une autre manière, le problème de l'armée, tout comme celui de l'Occitanie et celui du monde paysan ;

• enfin, l'extraordinaire mouvement des travailleurs de Lip en lutte depuis 6 mois au moment où ce rapport est écrit fait apparaître tout à la fois l'absurdité d'un droit de l'entreprise qui ne connaît pas les travailleurs, le caractère à la fois scandaleux et désuet de l'autorité patriarcale du patron, et la puissance dans l'action du contrôle ouvrier.

Cette lutte de Lip, tout comme celle de Péchiney-Noguères, a été menée pour une grande part par des militants membres du Parti, appuyés sur le Manifeste de Toulouse, qui est ainsi apparu non pas comme un document prophétique, mais comme un texte opérationnel dans la pratique.

Chacune de ces nombreuses luttes, à des titres divers, traduit tout à la fois une volonté immédiate de contrôle ouvrier ou populaire sur les décisions prises en dehors des intéressés et une esquisse de la perspective autogestionnaire. Cela est sensible dans les formes de lutte : assemblées générales, délégués, prise de possession et mise en œuvre de l'outil de travail, aussi bien que dans les objectifs de lutte et certains de leurs résultats : ouverture directe de centres d'orthogénie, production par les travailleurs pour leur propre compte, développement de solidarités de base, ouvriers-paysans notamment, et travailleurs français - travailleurs immigrés.

Toutes ces luttes qui ont été les seuls événements nationaux importants depuis les élections, et auxquelles des militants du parti ont été étroitement associés, ont confirmé avec éclat les analyses du parti aussi bien en ce qui concerne les rôles relatifs des élections et des luttes sociales que la nature des points chauds autour desquels se déploie la combativité populaire, et la force offensive des actions de contrôle. Le PSU sort renforcé auprès de l'opinion, et notamment des travailleurs, de sa participation à toutes ces luttes. Elles ont en outre eu pour résultat de modifier sensiblement la situation sociale dans son ensemble.

Cependant la capitalisation politique de ces luttes et leur élargissement restent difficiles. La traduction politique d'une situation sociale en pleine évolution reste en grande partie bloquée. Ce doit être l'objet de la stratégie du PSU que de contribuer à la déblocage, ce qui est l'objet des réflexions soumises aux militants dans la deuxième partie de ce rapport. Mais il est utile auparavant de compléter l'examen de la situation en ce qui concerne les enjeux nouveaux pour le mouvement ouvrier, l'évolution du régime et la situation propre du PSU.

#### 14. — DES ENJEUX NOUVEAUX POUR LE MOUVEMENT OUVRIER :

— Le débat sur l'autogestion, déjà très clairement posé par les luttes d'Evian et d'Entremont, réesquisse à travers la revendication anti-hiérarchique et les formes de délibération ouvrière au Joint Français, repris à travers le 8e Congrès du PSU et le 35e Congrès de la CFDT, vaguement abor-

dé dans le débat interne du PS, avait été interrompu de son côté dès la signature du Programme Commun. Mais pour traduire globalement l'exigence posée par les luttes et leur donner une cohésion et une perspective, la CFDT a relancé ce débat à travers la proposition de colloques où seraient notamment conviés le PS et les organisations membres du Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste.

Elle a précisé d'ailleurs qu'elle souhaitait des colloques liés autant que possible aux impératifs immédiats de l'action et non des séminaires de réflexion théorique. Toute la conception de l'autogestion et de son articulation avec le contrôle vont donc se trouver au cœur de tels colloques.

Quant au Congrès de la CFDT, s'il a permis de voir confirmée l'orientation socialiste et autogestionnaire de la centrale syndicale, il a cependant suscité un certain nombre d'inquiétudes, notamment à cause d'un raidissement assez net sur les formes de lutte et de délimitation des travailleurs.

Les luttes récentes et en particulier celle de Lip ont d'ailleurs permis de réouvrir sur des bases beaucoup plus concrètes le débat sur la nature de l'intervention syndicale et sur le rôle des Assemblées générales de travailleurs. Quant à la réflexion sur les problèmes de la transition au socialisme qui s'était trouvée peu abordée au 36e Congrès, elle semble pouvoir être plus féconde aujourd'hui, dépassant aussi bien les perspectives réformistes que la tentation d'un certain néo-léninisme. Cette attitude nouvelle conduit la CFDT à s'interroger beaucoup plus sérieusement que dans le passé sur son rôle par rapport à la prise du pouvoir et à la transition au socialisme.

— L'attitude du Parti Communiste évolue rapidement, notamment depuis les manifestations lycéennes. Le tournant pris à l'occasion du soutien de ces manifestations, la prise en charge des problèmes des OS et des immigrés, l'acceptation du débat sur « autogestion et gestion démocratique », le changement de nature des relations avec le PSU et les déclarations de Séguy et Marchais sur un éventuel changement politique anticipé, tout cela est le signe d'une évolution commencée, et sans doute d'un débat interne important.

Bien qu'il soit encore impossible de mesurer l'ampleur et les conséquences de ce débat, et sans vouloir les sous-estimer, il faut tout de même relever que ces orientations relativement nouvelles peuvent aussi correspondre à des changements tactiques nécessaires pour préserver les objectifs centraux du PC et de la CGT : reprendre le contrôle du mouvement en l'entraînant dans des formes de revendications et de luttes mieux maîtrisées par leurs appareils, renforcer leur influence, notamment par rapport au PS, acculer le patronat et le pouvoir à une négociation d'ensemble dont ils seront le principal interlocuteur, canaliser la pression des masses vers le Programme Commun. Et cela peut expliquer certaines attitudes comme le freinage de la grève de Billancourt, la lettre de Séguy aux travailleurs CGT de Lip ou encore les évidentes réticences devant la marche sur Besançon.

— Le Parti Socialiste a pris une importance nouvelle après la réussite de l'opération Mitterrand et le relatif succès électoral. Mais cette importance nouvelle le place devant des choix et des contradictions. Il peut choisir comme dominante d'être « l'élément raisonnable » ou plutôt rassurant de la coalition du Programme Commun, ou bien de disputer le terrain politique et social au PC, ce qui lui pose les problèmes du contrôle et de l'autogestion ainsi que ceux des relations avec la CFDT et le PSU.

Le Congrès de Grenoble a éludé ce choix. De là une incertitude assez nette dans la conduite du Parti, et les difficultés politiques du CERES. Dans la réalité, l'absence de choix clair du

Congrès de Grenoble équivaut à une confirmation du choix du premier rôle : notables rassurants dans la coalition de gauche. Hors l'aggravation des conflits internes, il n'y a pas de changement significatif et notamment toujours pas d'intervention dans les luttes. Cet immobilisme, même s'il s'accompagne d'une récupération électorale, implique une certaine inconsistance politique face aux objectifs et à la stratégie du PC.

— L'extrême-gauche connaît des problèmes difficiles.

La Ligue Communiste, engagée dans une stratégie sans issue, avec des perspectives radicalement contredites par son implantation et sa nature sociale trop exclusivement liées à la jeunesse scolarisée, a manqué sa pénétration dans la classe ouvrière. Elle ne peut envisager la reconstitution d'une organisation légale qu'à condition d'ouvrir le débat politique sur cette situation, débat que précisément son Bureau Politique avait éludé devant les contradictions qui l'opposaient à sa base. Il en découle actuellement pour les militants de Rouge une quasi-paralysie politique.

La maoïsme a disparu comme pôle politique organisé. En revanche il subsiste en tant que sensibilité et que comportement militant, notamment à propos des immigrés. Le journal « Libération » exprime notamment cette sensibilité, sans pour autant s'y réduire.

● En revanche une partie de l'extrême-gauche se restructure sur la base de l'autogestion à travers le Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste.

— De son côté le PSU se trouve, devant cette situation, contraint à un important travail d'approfondissement de son analyse, de son orientation, et surtout de sa stratégie et de sa tactique. Confrontée à des problèmes non résolus par le Congrès, la direction du Parti a connu des difficultés tactiques pour les législatives, et également des incertitudes pour relancer le parti sur les rails après les législatives. Cependant ces problèmes ont été largement explorés par les sessions de la Direction Politique Nationale de mars et de juin qui ont défini trois objectifs pour le Parti :

● relance de la stratégie de contrôle ouvrier et populaire ;

● restructuration du mouvement ouvrier sur l'axe de l'autogestion. Le Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste a joué à cet égard un rôle important en permettant des ouvertures. Mais la perspective aujourd'hui doit être celle d'un mouvement pour l'autogestion d'une autre nature que le CLAS ;

● unité populaire impliquant une alliance conflictuelle au niveau de l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier.

## 15. — LA SITUATION DU REGIME

— La composition du nouveau gouvernement Messmer traduit un durcissement à droite, et la volonté de mieux assurer le soutien de la droite archaïque. Royer, Druon, Chirac, chacun dans son secteur, illustrent parfaitement cette démarche qu'amplifie Marcellin en accentuant notamment les expulsions d'étrangers. La base sociale du régime ne correspond donc pas étroitement aux intérêts du grand capital de plus en plus lié aux sociétés multinationales.

En même temps, on observe une renonciation complète à toute lutte contre l'inflation. Celle-ci est en effet un très efficace anesthésiant des conflits sociaux, mais en outre, favorisant l'autofinancement des investissements par la hausse des prix, elle avantage les très grandes entreprises et notamment les sociétés multinationales par rapport à toutes les autres. Cela compense en partie la politique de défense des petits agriculteurs, des petits commerçants et du capitalisme archaïque qui reste par ailleurs la ligne du régime. En quelque sorte, ce dernier s'est décidé à contester au PC les « couches antimonopolistes ».

Mais la contradiction s'accroît entre les intérêts de la petite et moyenne bourgeoisie archaïque et les arbitrages politiques rendus en sa faveur depuis la chute de Chaban-Delmas d'une part, et d'autre part, la nécessité d'une poursuite de la modernisation et de la restructuration du capitalisme en France. Faute de pouvoir résoudre ces contradictions, le régime est conduit à fuir le problème par le durcissement politique.

Le régime parvient pourtant encore à garder un contrôle hégémonique sur la scène politique, cependant que sa capacité à résoudre les problèmes posés sur le front social diminue de manière visible. Cette situation est à court terme favorable au PSU, sans que pour autant le passage du front social au front politique en soit le moins du monde facilité.

## 16. — LA SITUATION DU PARTI

— Après les DPN de mars et de juin 73 complétant les textes du Congrès, le parti est mieux armé pour assumer cette situation. Doté :

● d'un axe stratégique de lutte, celui du contrôle ;

● d'un objectif : l'unité populaire, y compris sous forme d'ententes entre organisations ;

● et d'un projet : le socialisme autogestionnaire, le PSU est aujourd'hui capable des réponses nécessaires.

Comme cela a été souligné dans l'introduction, le PSU est pour la première fois de son histoire en train de donner naissance à un courant se définissant d'abord par ses objectifs propres et non prioritairement par la critique des perspectives des autres forces.

Ce courant se définit surtout par ses modes d'intervention et sa relative cohésion sur le front social. Sa traduction en termes politiques commence à peine à s'esquisser.

— La lutte de Lip, comme les autres luttes du printemps, conduit à émettre l'hypothèse que c'est seulement maintenant que Mai 1968 produit en profondeur ses véritables effets sociaux et politiques.

Cette hypothèse doit être étayée par un important travail de synthèse et de réflexion sur la période 1968-73. Nos erreurs d'analyses par ailleurs ont comporté une sous-estimation — paradoxale dans une phase de la vie du parti marquée d'ouvriérisme — de la possibilité de mutation de la classe ouvrière, et également des erreurs de nature différente, sur le PC et le PS, traduites à travers la problématique « de construction du parti révolutionnaire ».

Ce travail de synthèse et d'auto-critique est nécessaire, mais les échéances devant lesquelles le PSU est placé ne sauraient en attendre les conclusions.

Les responsabilités devant lesquelles nous sommes placés, exigent un approfondissement de nos perspectives stratégiques et tactiques aussi bien à l'usage des militants du PSU que pour éclairer les organisations de masse en lutte et situer la signification de l'unité.

L'articulation plus précise de notre stratégie et de notre tactique suppose une réflexion sur les étapes et les formes de la prise du pouvoir que le Parti n'a jamais vraiment engagée. Ce doit être l'objet du Conseil National. Cette articulation suppose aussi l'élaboration d'une plate-forme politique ou d'une esquisse de programme, qui rassemble les objectifs de lutte en un ensemble cohérent et les éclaire par les perspectives principales que poursuit le courant autogestionnaire et le Parti au niveau de la société tout entière. Ce pourrait être la tâche du IXe Congrès.

# 2 Perspectives stratégiques et problèmes de la prise du pouvoir

[Note : Tout au long de ce chapitre, le terme de « prise du pouvoir » risque de prêter à confusion. Nous employons en effet ce terme pour caractériser la phase « d'occupation de l'Etat » et l'ouverture de la transition au socialisme. Or, au sens strict du terme la prise effective du pouvoir concerne la phase où s'instaure réellement le pouvoir des travailleurs. Si nous conservons cependant le terme, malgré ces ambiguïtés, c'est parce qu'il s'agit là du langage employé précisément par tous les non-spécialistes. Il nous paraît préférable de nous expliquer sur le sens des mots plutôt que de courir le risque d'être totalement incompris en nous limitant à un jargon interne.]

Il s'agit là d'un débat souvent théorique dans le Parti, mais qui est en train, aujourd'hui, de prendre des aspects beaucoup plus concrets pour trois raisons :

1) durcissement du régime en France depuis 1972 et aggravation des contradictions de la bourgeoisie ;

2) proximité d'expériences historiques où le mouvement ouvrier a dû s'affronter au problème : Mai 68 et élections de 73 en France ;

— expérience chilienne et coup d'Etat militaire ;

— Tchécoslovaquie ;

3) probabilité pour que le problème du pouvoir se repose en France en des termes sensiblement différents de ceux de 73. Cette probabilité tient à la proximité éventuelle de l'échéance (cf. déclarations Séguy — Marchais — Maire) ; elle tient aussi à la nature des rapports au sein du mouvement ouvrier : évolution tactico-stratégique du PC et de la CGT. La CFDT étant prête à entrer plus avant dans un processus de prise du pouvoir. Echec du Programme Commun pour répondre à tous les problèmes qui se sont posés depuis les élections ; crédibilité nouvelle d'une stratégie de contrôle avec la démonstra-

tion de masse de Lip ; renforcement relatif du PSU et caractère opératoire des principaux thèmes qu'il a mis en avant au cours des dernières années : contrôle — autogestion — unité populaire — firmes multinationales, etc.

Le problème se pose donc au mouvement ouvrier français de manière plus concrète que dans les périodes précédentes. Cependant le type d'échéance auquel nous avons à faire face, tout comme les leçons à tirer des expériences historiques récentes nous placent au départ devant des exigences contradictoires. Il faut donc s'interroger sur la nature exacte de ces contradictions si l'on veut les dépasser, sur le plan théorique et pratique, et commencer pour cela par examiner les stratégies existantes dans le mouvement ouvrier.

## 21. — LES STRATEGIES EXISTANTES DANS LE MOUVEMENT OUVRIER

Nous disposons de deux schémas simples de prise du pouvoir et de transition au socialisme. Ce sont en gros ceux du PC et de certains groupes d'extrême-gauche.

On ne peut dire en effet que le PS ait aujourd'hui une véritable stratégie de prise de pouvoir et de transition au socialisme dans la mesure où il se borne à envisager une occupation de l'Etat à la faveur d'une victoire électorale. Quant aux références fort vagues qui sont faites désormais dans ses textes sur le contrôle et l'autogestion, elles ne sont pas intégrées dans une stratégie cohérente et signalent davantage ses contradictions que l'esquisse d'une stratégie nouvelle. Nous nous attacherons donc à critiquer les deux principales stratégies proposées par le PC et par certains groupes d'extrême-gauche, stratégies qui, si elles ont le mérite d'une relative cohérence interne, n'ont jamais été réellement opératoires en France.

### SCHEMA PCF

1) alliance antimonopoliste autour de la classe ouvrière de toutes les couches subissant les méfaits des grands monopoles.

Traduction politique : alliance des partis représentatifs de la petite et moyenne bourgeoisie (traditionnelle ou nouvelle) : PS — Radicaux — PSU avec le Parti Communiste toujours pensé comme « le parti » de la classe ouvrière.

2) victoire électorale majoritaire sur la base du Programme Commun ;

3) la démocratie avancée : a) l'Etat ainsi occupé par les partis se trouve pratiquement tout puissant sur le plan économique dans la théorie du capitalisme monopoliste d'Etat (logique des nationalisations). Il y a sous-estimation complète des sources de pouvoir des sociétés multinationales, et par conséquent inadéquation des réponses à ce problème ;

b) les appareils idéologiques et répressifs de l'Etat se trouvent « démocratisés » : Ecole — Information — Justice — Armée — Police. Cette démocratisation ouvre la voie à une meilleure gestion démocratique y compris dans les entreprises.

### 4) Vers la France socialiste

a) accentuation de la collectivisation des moyens de production et d'échange ;

b) rôle accru de la classe ouvrière et de « son » Parti, avec incertitude sur le rôle exact des autres partenaires, même si leur place continue de leur être reconnue à ce stade.

Ce schéma présente trois contradictions insolubles :

1) l'alliance antimonopoliste et non anticapitaliste ne peut remettre en cause l'organisation sociale du travail ni avant ni au moment de la prise du pouvoir. Après, on se trouve devant la nécessité d'élargir la base sociale

d'une telle coalition. On court ainsi le risque, sous couvert de se concilier les « classes moyennes », de juxtaposer en fait des intérêts contradictoires dont certains rejoignent directement ceux de la bourgeoisie.

2) Il n'y a pas de démocratisation possible des appareils idéologiques et répressifs d'Etat. Même s'il y a tactiquement des étapes à respecter, il ne peut y avoir à ce niveau qu'un processus de destruction-reconstruction, sans quoi l'affrontement inévitable avec la bourgeoisie sera pour le coup :

a) inévitablement sanglant ;

b) inévitablement perdu.

3) Le schéma linéaire de la transition au socialisme se fonde à peu près uniquement sur l'accélération de la collectivisation des moyens de production et non sur le bouleversement des rapports sociaux et la remise en cause de la division sociale du travail. Sa traduction politique, renforcement des organisations ouvrières, partis et syndicats, non seulement ne favorise pas, mais bloque l'apparition d'une autre forme de pouvoir. On se trouve alors dans la situation d'une bureaucratie économique d'Etat.

A l'opposé de ce schéma et de ces impasses nous trouvons celui plus séduisant mais aussi inopérant de plusieurs groupes d'extrême-gauche. Ce schéma, s'il rappelle des leçons indispensables du mouvement ouvrier (Espagne en 36 — Allemagne en 30) démontre la nécessité de détruire l'appareil d'Etat après l'avoir conquis, se trouve impuissant précisément à le conquérir. La théorie d'un Parti Révolutionnaire prenant la direction d'une insurrection massive du prolétariat et n'ayant guère qu'à se contenter de quelques accords tactiques avec « les réformistes », permet de renvoyer la révolution aux calendes ; en tout cas, dans un pays comme la France. Lors des dernières élections, les positions d'un désistement de deuxième tour au profit des candidats de gauche les mieux placés pouvaient être caricaturées (elles le furent notamment par la Ligue Communiste) sous la forme d'une division du travail. Les réformistes prennent le pouvoir. Les révolutionnaires les débordent ensuite et commencent à organiser partout leur propre réseau de pouvoir parallèle qui place les partis réformistes devant le choix suivant :

— accepter de fait la nouvelle ligne tracée par les révolutionnaires ;

— se désavouer aux yeux des travailleurs et perdre à terme leur direction politique au profit des révolutionnaires.

Indépendamment des relents ultra-idéalistes que comporte cette perspective (en particulier sur la forme d'organisation du pouvoir dans une société de transition au socialisme) elle bute sur deux contradictions :

1) La première, c'est qu'en France en tout cas, une union réformiste classique, type Programme Commun, a très peu de chances d'arriver par ses seuls moyens au pouvoir. Un type d'unité qui se limite aux accords d'organisations, voire d'états-majors politiques est insuffisant pour provoquer les conditions d'une véritable mobilisation populaire, nécessaire à la victoire, y compris électorale. Seule une forme d'unité réellement populaire qui s'exprime aussi au niveau des travailleurs eux-mêmes peut le permettre. Et dans cette perspective, l'insertion active dans l'unité populaire du courant social, politique et idéologique que représentent grosso modo la CFDT et le PSU est nécessaire si la gauche veut être suffisamment dynamique pour l'emporter.

2) La seconde, et elle ne nous est pas spécifique, c'est la très grande difficulté des forces « de débordement » à jouer effectivement ce rôle lorsqu'elles sont complètement étrangères au groupe des forces qui ont pris le pouvoir. Et ce pour des raisons

idéologiques (on les accusera toujours et cela prend relativement bien d'être des diviseurs et de se tromper d'adversaire) et politiques (elles ne sont pas dans les lieux essentiels où se collectent les informations et se prennent les décisions). A cet égard, si l'échec de la politique du PC chilien est patent, celui du MIR l'est aussi à un tout autre niveau. Il n'a pas eu sur les fronts essentiels l'appui de masse nécessaire à sa politique et n'a pu dès lors empêcher concrètement un certain nombre d'erreurs de l'Unité populaire.

Nous devons donc mettre en évidence les contradictions à surmonter plutôt que de les masquer.

Celles-ci sont de trois ordres.

Le premier ordre de contradictions se développe dans le temps, en fonction même du déroulement d'une expérience socialiste.

Le second concerne l'Etat : l'occuper tout en le détruisant, s'en servir pour se défendre tout en empêchant de produire ses effets naturels et en favorisant la construction d'un autre système de pouvoirs publics, populaires ceux-là, c'est une contradiction qui appelle un examen très précis.

Le troisième ordre de contradictions découle des deux précédents et s'exprime à travers les conflits internes des forces de gauche. Unité ou débordement, telle est l'apparence de cette contradiction. La surmonter appelle une vue moins simpliste des choses.

## 22. — LE DEVELOPPEMENT DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE DANS LE TEMPS ET SES CONTRADICTIONS

Toutes les expériences révolutionnaires se sont trouvées affrontées à une course de vitesse contre la bourgeoisie se traduisant par une sorte de cercle vicieux :

1) pour empêcher la bourgeoisie de renverser par tous les moyens le nouveau pouvoir, il faut atteindre très vite (3 mois à 1 an) des points de non-retour au niveau des trois instances économiques, politiques et idéologiques ;

2) mais une telle politique doit pouvoir s'assurer d'un soutien massif et actif des travailleurs : un gouvernement de droite peut à la rigueur gouverner par décret, pas un gouvernement de gauche ;

3) or, le niveau de conscience des masses populaires exploitées et opprimées est, au moment de la conquête nominale du pouvoir, et surtout si elle s'est faite par voie électorale, insuffisant par rapport aux nécessités de la lutte qui s'engage alors.

Il faut en général une longue période d'affrontement avec la bourgeoisie pour que les travailleurs commencent à l'identifier directement comme adversaire politique et plus seulement économique.

Il y a donc inévitablement décalage. S'il est trop grand, on vient de le voir au Chili, la réaction de masse contre la bourgeoisie est trop tardive. Et auparavant le gouvernement se trouve tenté par les solutions d'alliance sur sa droite, croyant ainsi gagner du temps alors qu'en fait il en perd.

Un problème illustre particulièrement ce décalage. Un gouvernement de gauche en France devra prendre de façon urgente des décisions concernant sa politique envers les firmes multinationales. Pour ce faire, il aura besoin du soutien, non seulement des travailleurs français, mais aussi des autres travailleurs, au moins d'Europe. Quand on voit qu'en ce domaine nous en sommes au balbutiement d'une solidarité internationale, il nous faut savoir que le temps nous est dramatiquement compté.

Cette contradiction du temps est extrêmement difficile à résoudre. Ce

n'est pas par hasard si, pratiquement, toutes les expériences à vocation socialiste soit : ont perdu la bataille du temps contre la bourgeoisie (France 36-38 — Espagne 36 — Chili 73), soit l'ont gagnée au prix de l'instauration de formes de pouvoir dictatoriales ou semi-dictatoriales contre la bourgeoisie, mais aussi sur les travailleurs.

Cette contradiction du temps, il nous faut donc la prendre en charge dès avant la prise du pouvoir. Notre principal atout ici c'est celui du développement systématique et massif de la stratégie de contrôle ouvrier et populaire.

Les stratégies antérieures du mouvement ouvrier étaient en fait en trois temps :

a) l'opposition forces productives - rapports de production conduisait à la crise économique puis politique du système ;

b) la prise du pouvoir était effectuée par les partis de la classe ouvrière et ses alliés ;

c) il fallait attendre la phase de transition pour que les travailleurs s'attaquent directement au problème du bouleversement des rapports sociaux idéologiques et politiques.

Ce schéma accentuait inévitablement le retard de la conscience politique des masses par rapport aux échéances de la lutte contre la bourgeoisie. Au contraire, la stratégie de contrôle par ses objectifs (pouvoir de décision), par ses formes de lutte (prendre d'abord, négocier ensuite), si elle est beaucoup plus difficile à l'origine, conduit ensuite les travailleurs à affronter le capitalisme et la bourgeoisie à tous les niveaux à la fois. Lip est à cet égard particulièrement éclairant :

a) affrontement social classique : emploi ;

b) affrontement économique : démantèlement — firme multinationale ;

c) affrontement politique : Pouvoir — Giraud ;

d) affrontement idéologique : écho des formes nouvelles de lutte — destruction des tabous sur la nécessité du patron — mise à jour de la nature de classe de la légalité... conduisant aussi bien Georges Séguy qu'Edmond Maire à aller plus loin qu'ils n'étaient jamais allés ;

e) enfin, début d'organisation d'autres rapports sociaux dont on démontre qu'ils sont possibles : « c'est possible, on fabrique, on vend, on se paie » — rotation des tâches — remise en cause de la hiérarchie et de la division sociale du travail.

La stratégie de contrôle est donc efficace non seulement comme forme de lutte, mais elle est en plus la seule capable d'accélérer considérablement la radicalisation d'une conscience de classe politique avant même la prise du pouvoir. Il est clair que cette stratégie sera encore notre meilleur atout pendant et après la prise du pouvoir pour affronter deux autres contradictions :

— celle de l'occupation et de la destruction de l'Etat,

— celle de l'unité des forces du mouvement ouvrier et du nécessaire dépassement des perspectives réformistes de la majorité d'entre elles.

## 23. — LA CONTRADICTION OCCUPATION-DESTRUCTION DE L'ETAT

Cette contradiction est double : elle tient à la nature de l'appareil d'Etat et à la nature conflictuelle des forces ayant pris le pouvoir.

### A. — NATURE DE L'APPAREIL D'ETAT

Elle porte d'abord sur la nature même de l'appareil d'Etat bourgeois qu'il n'est pas question de faire fonctionner « tel quel » au service des travailleurs.

Mais si l'objectif est bien de détruire cet Etat pour le remplacer par une autre organisation du pouvoir, dans la période qui suit immédiatement sa conquête, les contradictions et les priorités ne sont pas de même niveau et de même nature.

#### Les appareils répressifs

— ainsi il y a priorité à neutraliser très rapidement les appareils répressifs : police et armée, mais le processus ne peut être immédiat et total, la création d'organes de défense populaire interne et externe demandant du temps et un niveau extrêmement élevé de conscience de classe. A l'origine, il s'agira donc d'un démantèlement de tous les corps d'armée et de police qui ont pour fonction directe d'être des forces de guerre civile, et de la réorganisation de l'ensemble d'un véritable dispositif de défense interne et externe sous un réel contrôle populaire.

#### Les appareils idéologiques

— ici la politique à mener est extrêmement complexe parce que touchant précisément le secteur où les travailleurs sont eux-mêmes le plus directement influencés par la bourgeoisie.

Les priorités concernant d'abord les moyens d'information : à terme, l'objectif sera une réorganisation totale des circuits d'information permettant en particulier aux collectivités de base d'avoir un contrôle réel sur le contenu et la forme de l'information.

Mais dans un premier temps, il s'agira d'arracher l'information à la domination des groupes privés (établissement du contrôle de la collectivité sur les grands moyens d'information, nationalisation des supports techniques, imprimeries, émetteurs, messageries, régie nationale de publicité).

Il ne s'agit en aucun cas de la limitation de la liberté d'information et d'expression, y compris pour l'opposition, mais de couper ce secteur du secteur capitaliste qui se maintiendra inévitablement en période de transition.

#### Sur le plan juridique

Une réforme immédiate du droit (en particulier du droit du travail) devra être mise en chantier. Cette réforme sera, bien sûr, transitoire et destinée à être dépassée. Mais elle est indispensable si l'on ne veut pas que la bourgeoisie puisse arguer de la légalité antérieure pour reconquérir ses privilèges.

#### Sur le plan de l'appareil de production

La simple nationalisation des principaux secteurs de l'appareil de production non seulement ne prépare pas le dépassement de la contradiction occupation-destruction de l'Etat, mais peut même, au contraire, la renforcer, créant les conditions d'un gigantesque appareil bureaucratique d'Etat et non celles de nouvelles formes de pouvoir populaire. La seule façon d'éviter ce risque réside dans le renforcement des moyens de contrôle ouvrier et populaire, s'appliquant aussi bien au secteur nationalisé qu'au secteur privé. Ce renforcement rapide est d'autant plus impératif que les nécessités de la lutte contre le sabotage économique et financier interne ou international peuvent appeler une extension rapide du secteur public dans un but de défense économique, ce qui aggrave le risque.

#### La politique économique

C'est le secteur sur lequel nous devons être le mieux préparés. C'est en effet sur le terrain économique, et notamment financier que déferle immédiatement la contre-offensive de la bourgeoisie lorsque la direction effective de l'Etat lui a échappé. Qu'il s'agisse de la grève de l'investissement, de la fuite de l'épargne, du sabotage visant à l'organisation de la rareté et par là à l'emballage inflationniste, les techniques du ca-

pitalisme international sont connues. Elles viennent de s'appliquer au Chili. Les structures économiques françaises sont heureusement beaucoup moins fragiles parce qu'elles ne dépendent pas de l'exportation d'une matière première unique, et parce que le secteur public — même si pour l'instant il est sciemment désarticulé par le pouvoir — y a déjà une importance beaucoup plus grande. Il faudra cependant atteindre très rapidement une capacité de contrôle de l'ensemble des mécanismes économiques qui rende le sabotage de la droite inopérant. Cela exige à la fois une préparation technique très poussée et une intense mobilisation populaire.

Avec l'ensemble du secteur privé, des contrats extrêmement précis devront être passés ; leur non-exécution entraînerait la nationalisation des firmes qui les auraient violés.

Il en va de même avec les firmes multinationales : S'il est impossible de jouer le retour au protectionnisme ou d'avoir recours à des formules du type « monopole généralisé du commerce extérieur », un gouvernement doit utiliser tous les moyens à sa disposition pour que ce soit lui qui demeure le véritable centre de décision économique. A cet égard, le développement des formes d'action internationales, et surtout européennes du mouvement ouvrier sera une condition non pas souhaitable mais indispensable pour tenir cette politique.

#### B. — NATURE DES FORCES AU POUVOIR

La contradiction unité-débordement, déjà présente avant la prise du pouvoir, l'est plus encore au moment de la prise du pouvoir et dans la phase de transition.

En effet, d'un côté il est clair que, sauf désaccord extrêmement grave, il serait catastrophique que la coalition de gauche portée au pouvoir éclate.

Mais, d'autre part, nous savons parfaitement que le type d'analyse et de politique proposé actuellement par le PC et le PS, non seulement conduirait au suicide politique face à la bourgeoisie (ils vont trop loin pour ne pas l'inquiéter, et pas assez pour l'empêcher de recourir au sabotage économique et politique), mais aussi bloquerait l'apparition d'autres formes de pouvoir.

Disons clairement qu'il n'y a pas de solution-miracle pour se sortir de cette contradiction. Le rapport de forces au sein de la coalition sera bien sûr déterminant. Si la CFDT poursuit sa radicalisation, si le courant autogestionnaire se structure sur des bases politiques claires, les possibilités seront infiniment plus grandes que dans une situation du type : bloc Programme Commun + PSU et CFDT. Nous avons donc aujourd'hui une tâche considérable d'amélioration de notre rapport de forces.

Mais ceci même ne sera pas suffisant. Même si la coalition de gauche tout entière se trouvait sur des bases révolutionnaires, elle ne pourrait néanmoins échapper à la contradiction occupation-destruction de l'Etat. Car il s'agit là d'une contradiction structurelle et non conjoncturelle.

Toutes les stratégies du mouvement ouvrier ont buté sur cette contradiction sans pour autant analyser suffisamment son importance. Les déviations réformistes et stalinienne du mouvement ouvrier tiennent en partie à ce fait. Les premières sous-estiment, voire annulent, la nécessité de la destruction d'un appareil d'Etat qui reste un appareil de domination de classe. Elles en viennent ainsi à envisager une simple occupation de l'Etat en le considérant comme un instrument neutre que les organisations ouvrières pourraient utiliser à leur profit après l'avoir conquis. Cette erreur conduit inéluctablement le mouvement ouvrier à la défaite, qu'elle soit économique, politique ou militaire. La déviation bureaucratique part de la sous-estimation in-

verse. Elle se fonde sur l'idée qu'une fois brisé l'Etat bourgeois, « le semi-Etat prolétarien » qui lui succède, pour reprendre l'expression de Lénine, commence graduellement à dépérir. Cette analyse encore fortement ancrée dans le mouvement ouvrier, tend à laisser croire qu'une fois abolie l'exploitation économique, les phénomènes de domination politique et sociale tendent à graduellement disparaître d'eux-mêmes. C'est pourquoi le mouvement ouvrier reste désemparé sur le plan théorique comme sur le plan pratique devant la tendance de l'Etat prolétarien non à dépérir mais à se transformer en un gigantesque appareil bureaucratique.

Nous savons bien que, dans un pays comme la France, une expérience de transition au socialisme, surtout si elle se situe dans la perspective de l'autogestion, aura à faire face, au moins dans un premier temps, à des tâches importantes pour ce qui concerne l'ensemble de l'organisation du travail et de la vie sociale, et ce malgré la décentralisation rapide des centres de décision et l'émergence de nouvelles formes de pouvoir. Autrement dit, loin de nous trouver dans une situation d'extinction naturelle et graduelle d'un semi-Etat prolétarien, de nombreux facteurs concourront au contraire sur les plans économique, politique et idéologique à son renforcement relatif (agressions économiques externes, sabotages internes, difficultés du choix d'une nouvelle cohérence de développement, contre-coup des multiples réformes sectorielles décidées lors de la prise du pouvoir). Cela pose donc d'une façon infiniment plus difficile et plus complexe le problème de l'émergence de nouvelles formes de pouvoir. Il est illusoire de penser qu'il suffit d'organiser parallèlement à l'Etat de transition un système de double pouvoir, fondé sur les conseils, qui se substituera progressivement à l'Etat de transition. Ce n'est encore plus que de croire que ces nouveaux organes peuvent être mis en place immédiatement et de façon contradictoire. Les travailleurs ne peuvent en effet immédiatement après la prise du pouvoir affronter à la fois la bourgeoisie et un gouvernement de gauche. Dans cette période, le rôle d'organisations révolutionnaires consiste essentiellement à articuler le travail au niveau de l'Etat de transition et celui au niveau de l'émergence de nouvelles formes de pouvoir (conseils de travailleurs, de quartiers, d'usagers...).

Cela veut dire concrètement, pour un parti comme le PSU et pour l'ensemble du courant autogestionnaire qu'il intervient aux deux niveaux et aux deux moments du processus : celui de l'Etat transitoire, celui de l'organisation des nouvelles formes de pouvoir. Et qu'il condamne l'ensemble de l'expérience populaire à l'échec s'il déserte l'un de ces deux terrains.

Cette nécessité stratégique appelle une réflexion sur la troisième contradiction, celle qui tient à l'hétérogénéité des forces socialistes.

#### 24. — LA CONTRADICTION UNITE-DEBORDEMENT

Une prise de pouvoir dans un pays de démocratie bourgeoise avec de très forts partis à ligne réformiste ne peut faire l'économie d'une alliance pour partie tactique, pour partie stratégique avec eux. Cette analyse ne concerne pas uniquement une victoire électorale. Même dans une situation de crise sociale généralisée, débouchant sur une crise politique, il s'agit là d'une étape nécessaire dont nous ne pouvons faire l'économie. Cette exigence nous place immédiatement devant les contradictions internes à l'unité des forces capables de prendre le pouvoir.

S'il s'agit d'une unité de type « union de la gauche autour du Programme Commun », non seulement les chances de victoire électorale sont faibles, mais plus encore les possibilités

d'enclencher réellement un processus de transition au socialisme. Le ralliement du PSU à ce type de perspectives se ferait dans un cadre statique et ne changerait pas fondamentalement la nature de cette unité.

Comme à l'inverse la stratégie de l'extrême-gauche exclusivement axée sur le débordement nous semble vouée à l'échec (voir plus haut) ; notre politique doit plutôt s'orienter vers la réalisation d'une forme d'unité à la fois dynamique et conflictuelle qui favorise les mutations internes du mouvement ouvrier au fur et à mesure des étapes de son affrontement avec la bourgeoisie.

Cela signifie :

1. Que le problème actuel n'est pas de vouloir « approfondir et améliorer » le Programme Commun, mais de transformer fondamentalement la stratégie des forces de gauche et la nature de leur unité. Telle qu'elle est aujourd'hui, la stratégie du Programme Commun est en effet à dominante économique, électorale et centralisatrice, alors que la stratégie nécessaire à la victoire doit arracher la décentralisation de tous les centres de décision pour faciliter leur contrôle populaire, doit donner toute sa place à l'attaque du système de valeurs et de l'idéologie dominants, et doit favoriser par ses formes de lutte la naissance de contre-pouvoirs et de contre-institutions, la bataille électorale n'étant qu'une bataille spécifique parmi d'autres.

2. Que nous devons prendre l'initiative de faire des propositions à l'ensemble des forces syndicales et politiques du mouvement ouvrier ou de prendre en charge, d'où qu'elles viennent, pour les débattre, toutes les propositions visant à réaliser une véritable unité d'action anticapitaliste. Il nous faut aussi, dans la logique de cette attitude, réunir les éléments d'un « pacte d'unité populaire », fondé sur une plate-forme d'action anticapitaliste qui, tout à la fois :

— marque la volonté unitaire du mouvement ouvrier ;

— fait un choix à peu près cohérent dans l'ensemble des objectifs de lutte poursuivis par les différentes couches sociales pour éviter la simple somme des revendications et des mécontentements corporatistes ;

— établit une relation entre ces objectifs de lutte et les perspectives plus générales de transformation de la société.

L'élaboration d'une telle plate-forme permettrait, tout en respectant l'indépendance des organisations syndicales, de les y associer selon des modalités à débattre. Elle permettrait aussi de conclure un accord d'unité sur des axes de lutte et des objectifs intermédiaires. Ce n'est que dans cette perspective que la discussion d'un programme de gouvernement ouvrant réellement la voie au socialisme prend tout son sens et devient une arme pour les luttes des travailleurs.

Ce « pacte d'unité populaire » autour d'une plate-forme d'action anticapitaliste qui nous semble nécessaire dans la période actuelle doit être offensif et non défensif : il ne s'agit pas en effet d'un simple accord de type « antifasciste ».

Cette stratégie unitaire est dans le même temps conflictuelle :

— D'abord parce que les formes d'unité des organisations syndicales et politiques ne résolvent pas le problème, beaucoup plus difficile, des formes d'unité populaire que les travailleurs doivent eux-mêmes mettre en place ;

— Ensuite parce que les désaccords stratégiques subsistent au sein des forces qui passent ce type d'accord : Le problème n'est pas de cacher ces divergences mais de leur donner un caractère dynamique et concret, en organisant publiquement le débat au sein du mouvement ouvrier chaque fois que des orientations dif-

térentes, voire contradictoires apparaissent, en particulier dans le cadre des affrontements avec la bourgeoisie. Il est clair, dans ces conditions, que l'unité va de pair avec un renforcement de l'intervention autonome du PSU et du courant socialiste autogestionnaire.

Il s'agit là, d'ailleurs, de la politique que nous menons depuis plusieurs mois et qui prouve, en particulier à Lip, que nous avons renforcé notre capacité d'initiative autonome dans le même temps où nous pouvions, par notre pratique unitaire, peser efficacement, parce qu'étant présents, sur la politique d'ensemble de la majorité du mouvement ouvrier.

## 25. — LE PROBLEME DE LA PRISE DU POUVOIR AUJOURD'HUI EN FRANCE

L'ensemble des réflexions conduites précédemment sur les stratégies existantes au sein des forces socialistes françaises comme sur les contradictions auxquelles se heurte la dynamique populaire dans sa marche vers la transformation socialiste de la société permet d'inventorier les problèmes que le mouvement ouvrier dans son ensemble devra affronter et surmonter pour établir définitivement sa victoire.

**1. Problème de mobilisation.** — Nous sommes actuellement, en France, dans une phase où l'objectif central qui s'impose au mouvement ouvrier est l'amélioration du rapport de forces à son profit. Ce renforcement est à chercher sur chacun des trois grands fronts de lutte correspondant aux trois instances où se détermine la vie collective : économique, idéologique et politique. Les moyens essentiels de ce renforcement sont principalement faits de luttes ponctuelles, la difficulté étant de maintenir un rythme comparable sur chacun des trois fronts. L'outil principal de ce renforcement est, pour nous, la stratégie de contrôle ouvrier et populaire inscrite dans la perspective de l'autogestion socialiste. Elle nécessite, sur le plan tactique comme sur le plan stratégique, la réalisation d'une « unité conflictuelle » de l'ensemble des forces organisées du mouvement ouvrier (syndicats compris) ; elle suppose au maximum la consolidation par des victoires partielles aussi bien sur le plan social que politique et institutionnel.

**2. Le problème de la capitalisation politique du rapport de forces** se pose dans les faits dès que les conflits ponctuels sont vécus en termes de lutte de classe et que la critique populaire du régime se traduit par une prise de conscience politique. Cette capitalisation du rapport de forces ne peut être globale que si la classe ouvrière et les couches populaires prêtes à mener le combat avec elle sentent — ou pressentent — la perspective d'un affrontement d'ensemble. Ce fut le cas en Mai 68, mais à ce moment, la capitalisation a été à la fois idéologique et sociale sans se traduire en termes politiques. A l'inverse, pour les législatives de mars 1973, le bloc Programme Commun a tenté cette capitalisation nationale, mais il l'a voulue exclusivement politique — le politique étant en l'espèce limité à l'électoral — en l'isolant de la contestation économique, sociale et idéologique, ce qui l'a affaibli d'autant. Pour être victorieuse, cette capitalisation doit être globale et doit assumer, pour les traduire en termes politiques, les aspirations qui s'expriment à travers les luttes ponctuelles sur chacun des trois fronts. Toute coupure d'un front par rapport à un autre, ou la croyance qu'un secteur se débloquent simplement par contamination (ex. : le politique à la suite des luttes sociales) est une profonde erreur aussi bien dans sa variante réformiste que dans sa variante populiste-gauchiste.

Il reste de l'élection de mars 1973 un durcissement de la situation politique française cristallisée en blocs

classe contre classe, qui laisse ouverte la perspective d'une nouvelle capitalisation politique globale du rapport de forces dans l'avenir proche. Pour pouvoir peser sur son orientation, le courant socialiste autogestionnaire doit à la fois renforcer sa propre intervention et son poids spécifique, et savoir les faire peser au sein de l'unité populaire, faute de quoi ils seraient une fois de plus stérilisés.

## 3. Le basculement de l'équilibre et l'occupation du pouvoir.

C'est dans ce but que doivent être poursuivis aussi bien l'effort de mobilisation que la tentative de capitalisation politique globale. Si le basculement se produit, l'occupation nominale

du pouvoir, qu'elle résulte d'une crise sociale ou d'une victoire électorale, laisse dans une première phase inchangés tous les mécanismes capitalistes de décision dans les secteurs économique et financier. C'est à ce moment que se pose avec le plus d'acuité la contradiction occupation-destruction de l'Etat. Il faut en effet mener de front une intervention économique très rapide, un démantèlement des appareils de répression, une réforme profonde des moyens de communication et d'information, un travail législatif considérable, et tout à la fois commencer à assurer la transition entre contrôle et autogestion. Il est donc indispensable de mener de manière frontale et non contradictoire le travail au niveau de

l'Etat — qui implique une rupture avec des aspects déterminants de la légalité extérieure —, et l'organisation des nouvelles formes de pouvoir.

C'est après l'accomplissement de ces premières tâches par le mouvement populaire en lutte que se présentent les problèmes de consolidation, de l'affrontement avec la bourgeoisie et de l'établissement d'un véritable pouvoir socialiste. Le temps n'est pas encore venu d'en inventorier les difficultés, mais il faut déjà souligner que dans ces étapes, les plus décisives, les chances de victoire du mouvement populaire tiennent à l'intensité de la mobilisation qu'il a su provoquer autour de lui. C'est cette constatation qui doit éclairer la détermination de nos tâches politiques actuelles.

# 3 Nos tâches politiques actuelles

Les grandes lignes de la stratégie d'« alliance conflictuelle » avec l'ensemble des forces du mouvement ouvrier que nous venons d'évoquer conduisent le PSU à se fixer, outre le développement de notre stratégie de contrôle ouvrier et populaire (qui fait l'objet d'un rapport particulier), deux tâches prioritaires dans la période actuelle :

**1. Proposer à l'ensemble des forces syndicales et politiques du mouvement ouvrier et populaire « un pacte d'unité populaire » fondé dans un premier temps sur une plate-forme d'action anticapitaliste ;**

**2. Renforcer considérablement le poids du courant socialiste autogestionnaire au sein du mouvement ouvrier en travaillant à sa structuration comme courant politique (1).**

## 31. — « LE PACTE D'UNITE POPULAIRE ».

Cette proposition se fonde, nous l'avons expliqué dans la seconde partie de ce rapport, sur deux exigences :

a) renforcer considérablement l'unité de l'ensemble du mouvement ouvrier face au durcissement du régime ;

b) créer les conditions d'une véritable unité populaire capable non seulement de renverser le pouvoir de la bourgeoisie, mais aussi d'amorcer une réelle transition au socialisme ; conditions qui ne nous semblent pas réunies, nous l'avons plusieurs fois expliqué, dans la méthode et dans le contenu du Programme Commun de gouvernement signé par le PC, le PS et les Radicaux de gauche.

Il faut expliciter les caractères principaux de cette proposition de « pacte d'unité populaire ».

**1. Tout en respectant scrupuleusement l'indépendance des organisations syndicales, il nous semble nécessaire que celles-ci soient partie prenante d'un accord de l'ensemble du mouvement ouvrier.** Il est certes normal que les organisations syndicales ne soient pas liées par les objectifs précis d'un gouvernement de transition au socialisme quel qu'il soit, mais il est indispensable qu'elles participent directement à l'élaboration collective des objectifs de la lutte anticapitaliste et à la définition des principales orientations de la prise du pouvoir et de la transition au socialisme.

**2. Ce pacte d'unité populaire doit être fondé sur une plate-forme d'action anticapitaliste.** Un simple rassemblement antimonopoliste peut conduire à la juxtaposition de revendications

corporatistes en partie contradictoires. Or, il est nécessaire de porter l'attaque aussi bien sur les effets du capitalisme (niveau de vie et pouvoir d'achat notamment), que sur l'organisation même du travail. En particulier la lutte contre la division sociale du travail doit commencer avant même la prise du pouvoir, et pas seulement dans la phase de transition au socialisme.

**3) Le PSU ne rejette pas le principe de l'élaboration d'un programme de gouvernement offensif favorisant les conditions d'une transition au socialisme.** Mais il considère que sa réalisation n'est possible que si les luttes sociales sont d'abord prises en charge politiquement dans cette plate-forme d'action anticapitaliste. Cette élaboration suppose aussi, si l'on se refuse simplement à occuper l'Etat et à gérer le capitalisme, que soient débattues les grandes orientations de la transition au socialisme.

**4. Il appartiendra aux différentes instances du parti : DPN, Conseils nationaux et Neuvième Congrès, de préciser le contenu de l'ensemble des propositions que nous faisons et qui correspondent à des étapes différentes dans l'avancée de l'unité du mouvement ouvrier.** Dans une première étape, le Conseil National donne mandat à la DPN d'élaborer le contenu des premières propositions que le PSU devra soumettre à l'ensemble des organisations intéressées.

**5. En s'engageant dans cette stratégie et en faisant ce type de propositions, le PSU a conscience d'engager un pari difficile.** Pari difficile pour un parti qui, au cours de ces dernières années, s'est souvent limité à intervenir dans les luttes sociales et à être un « pourvoyeur d'idées » récupérées et déformées par d'autres formations politiques. Vouloir aujourd'hui maintenir ce qui a fait notre originalité tout en intervenant beaucoup plus solidement sur le plan politique n'est pas une tâche facile.

**Mais ce pari est aussi celui de tout le mouvement ouvrier français.** Il est plus facile de s'enfermer dans des divisions statiques que de les surmonter. Il est plus facile de réaliser l'unité d'appareils politiques que de créer les conditions d'une véritable unité populaire des travailleurs eux-mêmes. Il est plus facile de s'enfermer dans les schémas traditionnels de la social-démocratie, du léninisme ou du populisme ou du trotskisme que de reconnaître que la situation exige un renouvellement sans précédent de la pratique et de la théorie du mouvement ouvrier et populaire. Mais c'est à ce prix que la gauche pourra un jour gagner dans ce pays, renverser la bourgeoisie et ouvrir la voie au socialisme, et être à la hauteur des espérances qui se sont levées ces dernières années en Mai 68, à Prague et au Chili.

## 32. — LA STRUCTURATION DU COURANT SOCIALISTE AUTOGESTIONNAIRE. (Voir, sur ce point, rapport annexe.)

Conséquence de la stratégie précédente : structurer et renforcer le courant autogestionnaire est fondamental pour une stratégie d'unité conflictuelle. Pour créer de nouveaux rapports de force au sein du mouvement ouvrier, il faut effectivement exister comme force politique.

**Rappel de quelques axes fondamentaux :**

Il ne s'agit pas pour nous de nous limiter à une simple restructuration de tout ou partie de l'extrême-gauche : le PSU ne peut à cet égard prendre le risque de disparaître dans le cadre d'une quelconque « petite fusion ». Les enjeux à venir sont trop importants. Nous ne sommes plus en 1960.

Par contre, le PSU doit modifier en profondeur ses statuts, ses structures et ses modalités d'intervention. Et ce notamment pour pouvoir accueillir tous les camarades qui désireraient rendre organique le travail commun réalisé avec nous depuis plusieurs mois.

L'essentiel, cependant, pour la structuration du courant socialiste autogestionnaire est d'associer étroitement des mouvements, des organisations des collectivités qui, politiques ou non, se fixent comme objectif l'autogestion socialiste. Le CLAS a été une étape importante de ce processus. Il nous faut maintenant aller plus loin en proposant la création d'un mouvement pour l'autogestion socialiste.

Ce mouvement n'aurait pas pour objet de remettre en cause les formes d'organisation spécifiques des différents groupes le composant : formes syndicales, politiques, mouvements de jeunesse, associations populaires, mouvements régionalistes, etc. Mais il permettrait d'envisager progressivement sur le plan théorique comme sur le plan pratique des interventions unifiées et infiniment plus efficaces du courant autogestionnaire.

Il est clair enfin que, parce que le débat sur l'autogestion en est encore à ses débuts, le PSU fera tout en ce qui le concerne pour provoquer ce débat dans l'ensemble du mouvement ouvrier français, aussi opposées ou ambiguës que soient, par rapport à l'autogestion, les positions initiales de ses différentes composantes.

La structuration et le renforcement du courant socialiste autogestionnaire supposent en effet aussi bien un débat mené fermement et clairement que l'absence de tout sectarisme.

C'est dans cet esprit que nous contribuerons activement aux colloques sur l'autogestion proposés par la CFDT et que nous ferons tout pour ouvrir le débat avec des forces qui sont encore méfiantes à l'égard de cette perspective, notamment avec le Parti Communiste.

Bureau National ■

(1) Cette partie fait l'objet, par ailleurs, d'un rapport spécifique plus détaillé.

# donner au socialisme une force politique autogestionnaire

## I. AUTOGESTION ET REVOLUTION SOCIALISTE

A travers le mouvement de mai 68 comme dans les luttes sociales qui l'ont prolongé et consolidé, la perspective de l'autogestion s'est imposée en même temps que l'exigence d'une révolution socialiste. Le mouvement populaire n'a pas été bloqué par le maintien de la majorité au pouvoir en mars 73 ; débarrassé des contraintes et des ambiguïtés de la période électorale, il s'est au contraire amplifié : le mouvement des lycéens et des élèves de CET, celui des O.S., celui des paysans, celui des ouvriers de Noguères comme des ouvrières de Cerizay, et surtout le combat historique des travailleurs de Lip ont montré que la jeunesse et la classe ouvrière prenaient de plus en plus conscience qu'il leur était nécessaire et possible de prendre leurs affaires en main.

Comme le PSU l'affirmait en mars 69, le socialisme est actuel, le socialisme est possible. Nous savons maintenant que dans une société telle que la nôtre, il sera autogestionnaire ou qu'il ne sera pas.

Aujourd'hui, des forces politiques qui furent si réticentes devant le mouvement de mai 68, envisagent sérieusement la possibilité de nouveaux mouvements, encore plus larges, capables de faire trembler les fondements du pouvoir de la bourgeoisie, au point de mettre en cause sa nomination et d'engager un processus révolutionnaire de transition vers le socialisme. Car les travailleurs ont bien compris qu'il ne s'agit pas de bâtir des îlots socialistes, dans un lycée, une usine, une région, dans un pays capitaliste : il n'est pas possible de réaliser dès maintenant l'autogestion. Mais le prolongement normal de leurs luttes, parce qu'elles mettent en cause le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie comme le pouvoir patronal, ne peut être que l'autogestion, c'est-à-dire l'organisation de la société tout entière sous la responsabilité des travailleurs.

Le socialisme autogestionnaire apparaît bien ainsi non comme un simple mouvement de pensée, mais comme la meilleure traduction politique du mouvement réel de la classe ouvrière et de tous ceux qui partagent sa volonté de libération et d'émancipation.

Il est clair que dans une société telle que la nôtre, c'est-à-dire de type européen, la révolution socialiste ne naîtra pas de l'un des pôles historiques où s'est jouée et où se joue encore la rupture avec le système capitaliste. Ni Moscou, ni Pékin, ni La Havane, ne constituent pour nous des modèles. Bien plus, la coexistence pacifique que

ces Etats doivent pratiquer (que ce soit pour de bonnes ou de mauvaises raisons) avec le capitalisme et particulièrement le capitalisme américain, serait un frein considérable au mouvement révolutionnaire s'il fallait faire dépendre la construction du socialisme dans notre pays de la relation avec l'un de ces pôles. Et ce n'est pas la moindre raison par exemple de l'évolution réformiste du P.C.F.

Notre marche vers le socialisme peut sans doute profiter des expériences acquises (et il en est d'importantes notamment en Yougoslavie, en Chine ou à Cuba) ; il convient de les analyser dans une confrontation fraternelle, mais ces expériences ne constituent pas pour autant des « modèles ». La révolution socialiste naîtra de la lutte des classes dans notre société : il faut compter d'abord sur nos propres forces.

## II. DE NOUVELLES FORCES

Dans le mouvement socialiste, la division est évidente. Elle est le produit d'une longue histoire. Communistes liés ou non à l'URSS, socialistes révolutionnaires, sociaux-démocrates, trotskystes, maoïstes, anarchistes sont encore divisés en multiples tendances. Bien plus, la division entre syndicats et partis a facilité souvent la tâche de la bourgeoisie : pour résoudre les conflits qui concernent l'Etat, elle peut passer brusquement du politique à l'économique, ainsi avec les accords de Grenelle après le mouvement de mai 68. Réciproquement, pour faire passer les crises sociales, la bourgeoisie peut passer de l'économique au politique : les élections de mars 73 (et déjà de juin 68) ont permis de freiner le mouvement populaire et de le canaliser dans des forces connues et bien contrôlées.

Face à l'Etat bourgeois qui sait réaliser l'unité de la classe dominante quand il le faut, on comprend l'aspiration des travailleurs à réaliser leur propre unité : elle apparaît bien comme le seul moyen de vaincre et de briser le système capitaliste.

Mais il est une autre division plus profonde et plus redoutable. Elle pèserait lourd aux lendemains de quelque victoire électorale de la gauche qui ne serait pas accompagnée d'un puissant mouvement social. Les travailleurs sont tout à la fois producteurs, consommateurs, habitants et souvent parents. Ils sont jeunes, adultes et vieux, hommes et femmes, français et immigrés. Ils sont encore ouvriers-paysans, citadins-ruraux, etc. En dehors de l'entreprise, le capitalisme s'efforce d'intégrer économiquement, politiquement et idéologiquement les travailleurs dans le système en place : chacun tend à se faire complice de sa propre exploitation sous la pression des besoins, et souvent des faux besoins, que suscite la recherche du profit (type de logement, de consommation, de loisirs, etc.). Bien plus, la domination bourgeoise devient plus subtile : elle fournit à la société ses normes et ses valeurs d'autorité, de hiérarchie, de propriété, etc. L'aliénation des travailleurs redouble d'autant (conception de la famille, sexualité, rapports enfants-parents, etc.).

Aujourd'hui, le passage du capitalisme national au capitalisme

multinational, les rivalités internes à la bourgeoisie, la guerre sauvage que se livrent les intérêts privés avec l'appui des Etats bourgeois rendent leurs conditions de vie et de travail de plus en plus insupportables aux jeunes et aux travailleurs. La révolte de la jeunesse scolarisée, des femmes, des minorités nationales, l'entrée en lutte de nouvelles couches sociales (paysans-travailleurs, ouvriers d'origine rurale, immigrés, employés, techniciens, etc.), la réactivation des luttes ouvrières, particulièrement depuis 3 ans, montrent qu'au-delà des contradictions attisées par le système capitaliste, un large mouvement unitaire est en train de se développer, du moins à la base, sinon au sommet.

Ce qui fait la force de la bourgeoisie et qui se traduit par l'unité de l'Etat face à une société « éclatée », peut faire aussi sa faiblesse : voici que s'unissent des couches sociales différenciées ou même naguère hostiles (ouvriers et paysans), voici que se développe majoritairement une nouvelle conscience de classe à partir du constat que l'exploitation sous des formes différentes est la même pour tous, dans l'entreprise comme en dehors. De Lip au Larzac, ce sont les mêmes luttes de contrôle ouvrier qui se développent, qu'il s'agisse de la construction des nouvelles zones urbaines, des aménagements touristiques ou routiers, des problèmes de pollution ou de protection de la nature, ce sont les mêmes luttes de contrôle populaire qui commencent à se développer.

Mais le simple développement des luttes ne suffit pas. Pour ouvrir la voie au socialisme, elles doivent se lier entre elles, prendre une direction commune : il faut donc se **affirmer un projet unificateur et offensif, capable de répondre en même temps à l'aspiration unitaire immédiate des travailleurs**. Telle est la perspective du socialisme autogestionnaire : c'est le projet politique, mais aussi social et idéologique, qui peut nourrir les luttes actuelles pour le contrôle et les faire déboucher demain, à travers la révolution socialiste, sur le pouvoir des travailleurs.

## III. SOCIALISME AUTOGESTIONNAIRE ET UNITE POPULAIRE

Certains tentent de présenter le socialisme autogestionnaire comme une nouvelle source de division. Or, bien au contraire, ce sont ceux qui rejettent la perspective de l'autogestion socialiste qui condamneraient la classe ouvrière à la division et à la résignation.

Le socialisme autogestionnaire permet l'unité populaire :

- en permettant à ceux qui subissent l'exploitation capitaliste de mener eux-mêmes la lutte, s'unifiant ainsi face à l'Etat, au patronat et aux possédants ;
- en scellant des alliances de classe sur la base de la société réelle et non en fonction de schémas traditionnels ;
- en assurant l'unification des travailleurs sur des axes de combat cohérents, aujourd'hui contre le capitalisme, demain pour la transition au socialisme ;
- en constituant, à la base et sur les terrains essentiels, des lieux d'unification (au-delà de la division

syndicat-parti ou dans les secteurs où il n'existe pas de forme syndicale d'action), qui peuvent servir d'embryons aux organisations de base où s'exercera un jour le pouvoir des travailleurs.

La perspective du socialisme autogestionnaire a une dimension économique : elle apparaît dans les formes de gestion et de contrôle mises en œuvre. Elle a une dimension idéologique et il faut affirmer à cet égard le rôle positif de l'utopie. Mais il importe particulièrement de lui donner une force politique : c'est à ce niveau que se joue l'avenir même du projet autogestionnaire qui peut n'être qu'un rêve du moment s'il ne s'inscrit pas effectivement dans les réalités de l'histoire.

Cet effort pour donner toute sa force politique au courant du socialisme autogestionnaire doit tenir compte du rapport des forces sous ses deux aspects :

- d'une part avec la bourgeoisie,
- d'autre part dans le mouvement socialiste lui-même, qui tire ses divisions et ses contradictions de l'histoire même du mouvement ouvrier international.

Il n'est pas possible de privilégier globalement un aspect par rapport à l'autre, même si des différences peuvent naître de la conjonction. Le socialisme ne naît pas seulement, les faits l'ont prouvé, de l'affrontement avec la bourgeoisie, mais aussi de l'effort continu pour affirmer une ligne dominante aux lendemains d'une prise du pouvoir. **Il faut donc affirmer non comme contradictoires, mais comme complémentaires et indissolublement liées :**

1. L'union des forces populaires ;
2. L'autonomie du courant autogestionnaire.

Le socialisme autogestionnaire n'est pas une opinion passagère, liée aux circonstances, une sorte de vernis pour embellir une marchandise déjà connue. C'est la réponse actuelle au mouvement de la lutte des classes dans notre société.

Il ne s'agit donc pas d'inscrire l'autogestion dans quelque chapitre d'un programme gouvernemental. Elle sera mise en place par les travailleurs eux-mêmes et non pas octroyée par un gouvernement (qui aurait par contre à créer les conditions légales de ce nouveau pouvoir). Si l'autogestion ne peut être « programmée », par contre, il est nécessaire qu'en relation avec les luttes menées par les travailleurs, soit élaborée une plate-forme politique qui assurera leur unité offensive contre le pouvoir d'Etat de la bourgeoisie. C'est sur cette base qu'un accord peut se faire entre les diverses organisations politiques ou syndicales liées aux travailleurs.

## IV. FORCE POLITIQUE ET MOUVEMENT AUTOGESTIONNAIRE

L'instauration de l'autogestion dépendra des travailleurs. Encore faut-il qu'ils en aient les moyens. Cette question ne se pose pas seulement pour demain : elle se pose dès aujourd'hui. Si le socialisme autogestionnaire ne s'inscrit pas effectivement dans le rapport des forces, il sera réduit à un état d'esprit, à une simple fumée.

C'est poser le problème de l'organisation politique : il ne se résoudra pas dans des textes ou des affirmations ; il faut créer dans les faits les conditions qui permettront de le résoudre. A nos yeux, deux conditions sont nécessaires :

- a) Construire dès aujourd'hui une puissante force politique autogestionnaire ;

Le PSU s'est donné ce but depuis son Congrès de Toulouse en

décembre 72 et c'est sur cette base qu'il s'est associé avec trois autres organisations (AMR - CIC - Objectif Socialiste) pour fonder le Comité de Liaison pour l'Autogestion Socialiste. Il faut passer désormais de l'intention à la réalité. Pour atteindre ce but, le PSU est prêt à se mettre en cause lui-même, comme organisation. Mais cela ne dépend pas que de lui. Pour mener à bien cette tâche, le PSU est prêt à s'ouvrir dès aujourd'hui à tous ceux qui sont prêts à participer directement à son combat, qu'il s'agisse de tous ceux, souvent politiquement inorganisés qui, en accord avec son projet politique, refusent de rejoindre un parti dont les structures resteraient de type traditionnel, ou qu'il s'agisse des militants des groupes qui, avec le PSU, ont fondé le CLAS (ceux-ci pourraient au demeurant conserver une expression propre s'ils le souhaitent).

- b) Développer un vaste mouvement autogestionnaire dont cette force politique sera partie intégrante.

Un tel mouvement ne naîtra pas de l'agitation superficielle des états-majors ou des groupuscules. Il doit se construire sur les fondements mêmes de la lutte des classes aujourd'hui. Il se développera donc à partir des luttes sociales et des sensibilités individuelles ou collectives qui ne se manifestent pas toujours à travers des luttes, mais dans la conscience d'une oppression ou d'une aliénation de plus en plus insupportable.

Ce mouvement a besoin de points d'appui concrets (campagnes d'opinion, actions coordonnées, assemblées-débats, soutien des luttes, expériences dans un secteur déterminé) Le PSU est prêt à les élaborer dans le respect absolu des formes d'action et d'organisation de chacun et quelle que soit l'importance numérique des divers groupements, avec tous ceux qui situent leur action dans la perspective du socialisme autogestionnaire : organisations politiques ou syndicales, groupes de pensée, mouvements de jeunes, organisations d'action locale ou régionale, organisations familiales, sociales, culturelles, centres d'expression (revues, groupes) ou d'animation (groupes sportifs, artistiques, etc.).

Un tel mouvement ne manquerait pas d'avoir des répercussions au-delà de nos frontières, et particulièrement en Europe : l'avenir du socialisme autogestionnaire, nous le savons bien, dépend largement de la dimension européenne qu'il sera capable de prendre.

Pour fonder un tel mouvement, il ne s'agit pas d'élargir le CLAS, mais d'en changer la nature (ce qui implique probablement un sigle nouveau). Le mouvement pour l'autogestion socialiste sera surtout un centre d'initiatives, capable de poursuivre des actions significatives, sur une large base et très décentralisée. Susceptible de prendre une forme locale ou régionale comme une forme nationale, un tel centre permettrait de rechercher de nouvelles formes d'organisation, capables de réconcilier les travailleurs avec l'action et la réflexion politique. **Le socialisme s'est enfermé dans un carcan d'habitudes, de rites et de traditions. Il faut le briser.** Il faudra coordonner divers types d'intervention (syndicale, familiale, culturelle, artistique, etc.) et divers types de groupements (certains temporaires, d'autres permanents, certains purement locaux, d'autres régionaux ou nationaux, etc.). Il faudra établir des lieux et des moyens de confrontation, décentraliser les décisions, constituer des groupes de base vivants et efficaces. Il faudra fonder le mouvement dans des entreprises comme dans des écoles ou dans des quartiers. **Son avenir dépendra aussi bien de la liberté d'imaginer que de la capacité à prendre en charge les réalités vécues par les jeunes et par les travailleurs.**

Telles sont les deux grandes orientations que le PSU entend mettre en œuvre dans la période à venir. Elles impliquent de nombreux contacts, des initiatives, des efforts de coordination : le PSU en fera le bilan lors de son prochain Congrès.

**TEP**  
direction guy rotors  
16 oct. 18 nov.  
théâtre national  
**LA PLACE ROYALE**  
ou l'Amoureux extravagant  
CORNEILLE  
17, rue malte-brun - paris-20<sup>e</sup>.  
m<sup>o</sup> gambetta - tél. 636-79-09.

# contrôle ouvrier contrôle populaire

Le PSU a su poser, dans le manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », quoique d'une façon insuffisamment concrète, le problème de l'autogestion socialiste et de la démocratie ouvrière. Le PSU a popularisé, par ses prises de position, les thèmes et les formes de lutte qui ont trouvé, après les élections législatives, leur expression aussi bien parmi les travailleurs de l'automobile que dans les rangs de la jeunesse scolaire et aujourd'hui chez Lip ou sur le Larzac.

L'objectif de l'autogestion a soulevé en milieu ouvrier, notamment à la CFDT mais aussi ailleurs, un intérêt dépassant de loin les préoccupations gestionnaires de certaines catégories de techniciens. L'autogestion comme projet et le contrôle comme axe stratégique pour la période ne constituent pas un facteur de division, mais d'unité de classe du prolétariat. Inacceptable pour la bourgeoisie, cette stratégie doit permettre la restructuration du mouvement ouvrier et donner naissance à un courant dé-

## 1 - Le contrôle : axe de rupture avec la société capitaliste

Dès aujourd'hui, les luttes menées par la classe ouvrière et bien d'autres couches sociales montrent la voie vers le socialisme autogestionnaire. Qu'il s'agisse pour les travailleurs de contrôler leurs cadences, d'intervenir sur l'organisation du travail, de mettre en cause l'éventail hiérarchique ou qu'il s'agisse pour tous d'exiger des villes où la vie soit possible, une école qui ne distille plus l'idéologie de la classe dominante, partout des conflits de type nouveau mettent en cause les formes actuelles d'organisation et de commandement qui régissent notre société en même temps que les finalités de la production.

Le socialisme fondé sur l'autogestion suppose que l'axe de lutte central aujourd'hui, dans la production comme hors de la production, doit être celui du contrôle des travailleurs. Cet axe central ne signifie pas qu'il s'agit d'intervenir dans toutes les luttes qui sont menées, mais il faut trouver la capacité de remettre en cause tous les domaines de la vie et de les prendre en charge complètement en les intégrant dans une stratégie de contrôle :

— Contrôle ouvrier dans le domaine de la production ;  
— Contrôle populaire dans tous les secteurs de la lutte des classes.

### A. — Dans la production, les travailleurs n'auront que ce qu'ils prendront

Dans l'entreprise, les travailleurs, aussi bien intellectuels que manuels, sont les rouages d'une machine qui les manipule dans le cadre de la division capitaliste fortement hiérarchisée du travail. Loin de se faire les cogérants de cette machine, ils peuvent imposer collectivement leur volonté et établir par la lutte un rapport de forces qui permet de placer le patronat et la bourgeoisie devant le fait accompli.

De plus, la manière dont les travailleurs imposent des changements constitue déjà un apprentissage de leur propre pouvoir.

Le contrôle ouvrier n'est pas une pratique permettant de réagir au coup par coup dans les entre-

mocratique et révolutionnaire, regroupé autour des objectifs de l'autogestion et du contrôle ouvrier.

Ce courant doit, en même temps qu'il se structure et qu'il dégage sa stratégie propre, s'efforcer de réaliser l'unité d'action de tous les travailleurs en vue d'objectifs communs. L'exemple de Lip, s'il ne peut être transposé dans ses formes à d'autres situations, illustre bien la stratégie de contrôle et d'unité et doit nous servir de base pour la réflexion.

En proposant de construire une société socialiste fondée sur l'autogestion, en expliquant les conditions pour y parvenir, le PSU a marqué une étape importante pour l'ensemble du mouvement ouvrier. A partir des luttes récentes de contrôle et de l'expérience militante du parti dans différents secteurs d'intervention, au regard du Manifeste, il nous faut trouver les axes de rupture contre la société capitaliste et définir des objectifs précis ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour les atteindre.

prises, mais une stratégie globale dont les lignes de force sont :

— Refus de tenir compte de la législation bourgeoise du travail ;  
— Caractère inassimilable par la société capitaliste des revendications ; revendications qui sont non pas demandées, mais imposées ;  
— Exercice constant de la démocratie syndicale et ouvrière à la base.

L'axe du contrôle ouvrier débouche rapidement sur des problèmes de hiérarchie, en tant que modèle d'organisation de toute la société. Il conduit à poser la question des modalités de la production, de la nature de ce qui est produit.

Même pour des revendications « classiques » concernant l'emploi, comme chez Lip actuellement l'axe du contrôle ouvrier permet de conduire une lutte aux formes nouvelles, qui unifie les travailleurs et la population qui les soutient, de laisser s'exprimer l'imagination des travailleurs et, fondamentalement, remet en cause le pouvoir et l'organisation capitalistes du travail et de la société et, globalement, l'autorité.

La lutte pour le contrôle ouvrier ne peut que s'élargir :

— Dans les grandes entreprises, elle doit s'élargir à l'ensemble du circuit de production réel de l'entreprise, sinon il y a risque, comme dans l'automobile, de voir transférer d'une fraction d'une partie de la classe ouvrière sur l'autre le prélèvement de la plus-value ;  
— Dans les entreprises secondaires ou sous-traitantes, elle est vouée à l'échec si elle ne trouve pas un appui chez les travailleurs de l'usine-mère ;  
— Dans les secteurs difficiles de l'industrie, elle peut rendre à terme plus difficile la situation de ces entreprises, donc ces luttes ne peuvent déboucher que dans un contexte élargi, soit au plan du secteur d'activité, soit au plan de la région.

De plus en plus, elle doit sauter les frontières nationales et s'élargir à toutes les entreprises d'une firme multinationale comme l'ont montré les conflits Michelin, Lip. Face à des firmes capitalistes d'une dimension et d'une nature inconnues jusqu'à présent, les

travailleurs ne peuvent organiser leur riposte qu'en ne limitant pas leur lutte de contrôle à un seul centre de production, mais en

## 2 - Des objectifs de lutte pour la période

Il s'agit de définir des axes de lutte, non exclusifs d'autres actions, qui caractérisent concrètement, aujourd'hui, la stratégie du « contrôler aujourd'hui ».

Cette partie, qui est présentée sous forme schématique, sera enrichie notamment lors des réunions régionales ou nationales des différents secteurs d'intervention du parti (entreprises, agricole, femmes...).

### a) Dans les entreprises

L'organisation du travail est actuellement entièrement entre les mains du patronat, privé ou de l'Etat, conçue par eux d'une façon « scientifique » et hiérarchisée, modèle qui est également celui d'organisation de la société. C'est pourquoi la classe ouvrière et les travailleurs doivent imposer leur contrôle sur tous les rouages de l'économie et de la société.

Les objectifs de la lutte des travailleurs dans l'entreprise peuvent se regrouper autour des axes suivants :

— Un salaire pour vivre et des conditions de vie décentes : salaire minimum garanti, retraite à 60 ans et réduction de la durée du travail. Ceci veut dire également la mensualisation de l'ensemble des catégories de travailleurs, le blocage des prix des produits de grande consommation et l'échelle mobile (sur les taux de base des salaires) contrôlée par les organisations de travailleurs ;  
— Lutte contre la hiérarchie par l'exigence d'augmentation uniforme des salaires, du statut unique de l'OS à l'ingénieur et la lutte contre la ségrégation sociale entre travailleurs français et immigrés, femmes-hommes, jeunes-adultes ;  
— Contrôle sur les cadences, les horaires, les conditions de travail, l'embauche et le licenciement, l'enseignement professionnel et la formation ;

— Lutte pour l'emploi, non pas le maintien ou la garantie du même emploi durant toute sa vie, mais d'un emploi sans déqualification, perte ou diminution de salaire et transfert géographique obligatoire. Ceci se traduit, entre autres, par la garantie contre les licenciements ;  
— Un aspect particulier doit être réservé à la reconnaissance des femmes comme travailleurs à part entière : responsabilités, droits, salaire. Des conflits récents comme Lip, Romans, Cerizay montrent à quel point elles ont leur place dans les luttes des travailleurs et en tant que travailleurs.

b) Dans le secteur de l'agriculture

Les objectifs du PSU seront axés sur les points suivants :

— Contrôle du sol agricole, contrôle du prix de vente et de location ;  
— Droit de préemption intégral des SAFER ;  
— Répartition des terres par tous les agriculteurs de la commune et en location à vie ;  
— Solidarité aux fermiers congédiés ;  
— Revenu des familles agricoles : calcul du prix de revient de chaque production par région, contrôle des coopératives et des entreprises de transformation et d'échange en liaison avec les salariés ;

l'étendant pour éviter l'isolement par le capitalisme qui aura tôt fait de remplacer la production d'une usine par celle d'une autre (ct. plan d'Ebauche S.A. pour Lip).

Enfin, elle doit être unifiante pour toutes les catégories de travailleurs pour éviter que le capitalisme joue sur une couche contre une autre. L'entrée en lutte des travailleurs immigrés dans le domaine de la production est importante. Ils commencent à imposer leur contrôle pour changer leur vie. Cela doit permettre de développer la lutte contre les expulsions et la reconnaissance des droits politiques et syndicaux, et contre la division orchestrée par le patronat entre travailleurs français et immigrés.

### B. — Contrôle populaire

Il s'agit ici plutôt d'une introduction au débat plus que d'une analyse. En effet, l'analyse n'est pas aussi avancée dans ce secteur. Et même dans certains domaines, comme les équipements collectifs, la stratégie du contrôle n'est pas évidente au premier abord.

En fait, l'important est de trouver des axes de rupture contre la société capitaliste, et les éléments constitutifs du contrôle ouvrier peuvent se développer ailleurs (dépassement de la légalité bourgeoise, assemblée et démocratie de base, actions de masse unifiantes...).

— Contrôle sur les industries agro-alimentaires.

c) Lutte avec les travailleurs immigrés contre l'expulsion et pour la reconnaissance des droits politiques et syndicaux ;

### d) Au niveau européen.

Le développement d'une stratégie anticapitaliste commune des travailleurs sur le plan syndical et politique. Il s'agit de poursuivre et d'approfondir une intervention qui s'est déjà manifestée par l'organisation de la rencontre de Bruxelles sur l'Europe des travailleurs, la mise en œuvre de structures de coordination, d'information et de lutte comme sur le trust Philips, et intervention solidaire de travailleurs européens à l'occasion de la grève chez Michelin.

### e) Sur le cadre de vie

Le développement du contrôle populaire sur la ville : lutte sur les conditions de transport, multiplication des associations d'usagers et d'habitants prenant directement en charge l'animation de leur cadre de vie, organisation d'un combat contre la spéculation foncière et immobilière et contre le scandale des logements qui restent inoccupés.

f) Le contrôle des prix, des produits et de l'ensemble de la distribution par les travailleurs.

### g) Sur le secteur de la formation

Dans l'école mais aussi contre la subordination de la formation professionnelle aux intérêts du patronat. Il s'agit sur les problèmes de sélection, d'embranchement idéologique, de contenu ou de méthodes d'enseignement d'assurer la convergence des luttes avec les travailleurs de telle façon qu'ils soient amenés à prendre eux-mêmes directement en charge les problèmes de formation. La lutte sur les conditions de l'auxiliaire touchant à la structure générale de l'emploi en France constitue à cet égard une possibilité d'unification importante avec les organisations syndicales ouvrières.

h) Lutte pour la libération de l'avortement et la contraception et contre le droit bourgeois de la famille fondé sur l'héritage.

i) Dans le secteur santé contrôle sur les rythmes du travail les conditions d'hygiène et de sécurité dans les lieux de travail ; lutte pour que la Sécurité Sociale ne serve pas de moyen de pression contre les travailleurs comme à Lip actuellement mais au développement des soins et de la prévention ; lutte contre la spéculation sur la santé (industrie pharmaceutique, médecine privée) et pour le développement de centres de soins intégrés au quartier ou à l'entreprise avec contrôle des travailleurs et des habitants.

### j) Lutte contre l'appareil de répression de l'Etat

S'attaquer aux instruments de répression de l'Etat : des exemples récents en France (Lip, dissolution de la Ligue communiste) ou à l'étranger (Chili) nous ont rappelé que l'appareil d'Etat n'est pas neutre et que ses instruments de répression peuvent être puissants,

mais également présenter des faiblesses (positions des syndicats de magistrats et de la police).

Il faut lutter pour la suppression des corps de répression (CRS, brigades spéciales...) et l'interdiction de l'emploi de la police contre les grévistes ; la suppression des juridictions d'exception...

Le contrôle, axe de rupture avec la société capitaliste, et les objectifs de lutte pour la période qui en sont la caractérisation concrète, ne pourront être mis en œuvre sans se poser la question des moyens et de l'action militante. Le rapport politique répond à cette question en terme de stratégie de prise de pouvoir à mettre en œuvre dès maintenant. Le rapport « Donner au socialisme autogestionnaire une force politique » y répond en termes d'organisation politique de type nouveau.

Mais ici, il faut revenir sur l'intervention politique des militants du PSU qui s'articule autour des axes suivants :

1. Intervenir politiquement, notamment dans le domaine de la production. L'expérience de nos groupes d'entreprises et des luttes qui ont pu être menées (notamment Lip) permet de dégager une ligne plus claire de ce qu'est d'une manière spécifique l'intervention dans les entreprises.

Quelques axes de travail sont à développer :

— Analyse de la situation dans une boîte et des forces en présence, y compris ses aspects internationaux ;

— Développement de l'axe du contrôle ouvrier, de propositions en ce qui concerne les objectifs, les moyens et les formes de lutte, les formes d'organisation ;  
— Explication permanente de la signification politique des luttes de l'intervention de l'Etat dans tous les domaines ;

— Popularisation des luttes et dénonciation des conditions de vie des travailleurs à l'extérieur de l'entreprise ;

— Développement, création et popularisation à l'intérieur même des luttes des principales perspectives d'un programme révolutionnaire.

Cela signifie également pour les militants du PSU la capacité d'être reconnus en tant que tels et de trouver des formes d'organisation ouvertes et souples pour tenir compte de la structure de la boîte et des lieux de travail, et de dialoguer avec des travailleurs actuellement non organisés, mais proches de nous (militants syndicalistes et animateurs de luttes en particulier) et d'être à l'écoute des travailleurs.

Militer politiquement ne signifie pas un soutien inconditionnel à toutes les luttes mêmes dures dans leurs objectifs et dans leurs formes. Nous devons, plus que d'autres, analyser le rapport de forces, la signification de la lutte, faire des propositions aux travailleurs et ne pas taire nos divergences si elles sont importantes, quitte à participer à l'action si nos positions n'ont pas été retenues dans le cadre d'une décision démocratique des travailleurs.

2. Militer dans les organisations de masse.

3. Trouver un appui institutionnel aux luttes de contrôle. ■

## *l'heure est à l'offensive prolongée*

Texte de réflexion proposé pour le Conseil National (à propos du rapport politique du BN) par des camarades de la DPN élus sur le courant « vers le Communisme » (Behar, Fontes, Fremaux, Gass, Dalbert, etc.).

### INTRODUCTION

Nous nous sommes souvent affrontés sur des questions abstraites, sur des principes et des théories. Aujourd'hui c'est autre chose. Quand nos camarades chiliens achèvent dans le sang leur expérience socialiste « pacifique » ; quand nos camarades de Lip démontrent ce que peuvent peser des travailleurs déterminés à mener sans faiblesse l'affrontement avec le capital et son Etat, nous ne réfléchissons plus sur des mythes. Bousculé par la réalité des luttes, ce parti qui, en dépit de ses erreurs, a toujours su avoir des militants dans chaque conflit, pose enfin les vraies questions. Précisément parce que, au fil des ans, il a su s'insérer dans la réalité de la lutte des classes, assurer la priorité au rassemblement dans la pratique des luttes. Il en arrive aujourd'hui très logiquement à se poser en termes concrets le problème de savoir comment, dans la France telle qu'elle est, avec la bourgeoisie telle qu'elle est, avec les partis socialiste et communiste tels qu'ils sont, avec la classe ouvrière en lutte, comment nous pouvons espérer contribuer à renverser l'état de choses existant.

C'est une avancée considérable par rapport aux débats précédents. Mais c'est seulement si nous savons partir de la pratique pour débattre sur la stratégie, que cette avancée sera consolidée. Il ne faut pas, en revanche, espérer de progrès si certains camarades font de l'adhésion sans réserve à la référence autogestionnaire, la condition de la poursuite du débat.

### LES IDEES JUSTES VIENNENT DE LA PRATIQUE SOCIALE

Il y a encore quelques mois, la stratégie d'unité ouvrière - unité populaire, décrite (parfois de manière schématique) dans les thèses « vers le communisme », s'appuyait sur des conflits isolés, même s'ils étaient souvent durs et prolongés. Aujourd'hui, après Lip, Noguères, Cerizay, Fos, après les grèves d'immigrés, après le Larzac, elle est devenue une réalité sociale avec laquelle la bourgeoisie doit compter.

Nous avions prétendu alors que la gauche paysanne et la gauche syndicale étaient les seules forces capables de mettre en œuvre une telle stratégie. Qui peut le nier aujourd'hui, après le Larzac, après le meeting de soutien à Lip, organisé par la Fédération de la Région Parisienne, et surtout la Marche sur Besançon, où tous les représentants des travailleurs en lutte appartenaient précisément à cette gauche syndicale, à celle qui a été « battue » au congrès de Nantes de la CFDT sur la pratique syndicale, sur l'assemblée souveraine, sur l'unité populaire interne-externe, sur le refus du suivisme à l'égard du Programme Commun et de la CGT.

Mieux encore, cette stratégie — d'unification ouvrière autour de ceux qui produisent sur les chaînes et les établis, — d'unification populaire par rapport aux formes les plus avancées de la lutte ouvrière

dont le fondement est l'insubordination collective qui s'exprime dans le contrôle ouvrier et le contrôle populaire, les militants du PSU, dans les entreprises et les quartiers ont toujours été aux premiers rangs pour la mettre en œuvre.

Sur la base de cette pratique, le PSU a un rôle central à jouer pour analyser les forces et les faiblesses du mouvement et lui fournir des objectifs. Le moment n'est pas aux exclusives, aux chamailleries d'appareils, aux mariages groupusculaires et aux querelles théoriques, nous devons avoir le courage de nous interroger collectivement sur les erreurs passées et leurs causes ; éviter les raccourcis et les schémas simplistes, mais aussi savoir retrouver dans notre avancée collective, les éléments de réponse aux questions du moment.

Nous n'avons pas la prétention de sortir une ligne « juste » tracée à la règle sur quelque table à dessin révolutionnaire (et fractionnelle). Nous nous bornons à faire des propositions qui n'ont rien d'intangible, à formuler des interrogations pour le débat collectif.

Quelles modifications de la formation sociale capitaliste française révèlent les conflits les plus récents ? les firmes multinationales signifient-elles la dissolution des Etats nationaux ?

Qu'est-ce qui fait la force des camarades de Lip ? L'aspiration autogestionnaire ou la révélation de l'unité populaire affrontée directement au pouvoir de l'Etat capitaliste, pour remettre en cause dès aujourd'hui la légalité bourgeoise et affirmer le pouvoir des travailleurs productifs sur les parasites, les chiens de garde et tous les suppôts d'une société de profit dont les assises se lézardent ?

Qu'est-ce qui a causé l'échec des camarades chiliens ? Est-ce le fait qu'ils n'ont pas su se ménager les bonnes grâces des « couches moyennes » ou est-ce leur impuissance à s'attaquer à une légalité contradictoire avec leur existence même ?

Quelles conclusions devons-nous tirer de tout cela pour notre travail militant en France aujourd'hui. Faut-il donner la priorité aux regroupements d'appareils autour d'une description de la société de transition ? Faut-il admettre que la force révolutionnaire se crée aujourd'hui au travers de multiples mouvements autonomes qui se radicalisent rapidement sans trouver encore les moyens d'une centralisation politique ? Mais au fait, précisément, le 29 de Châteaufarine, à la Place Battant, ça n'était pas un tout petit peu ce fameux Mouvement Politique de Masse un peu rapidement enterré ?

### I. — QU'EST-CE QUI CHANGE DANS LE CAPITALISME AUJOURD'HUI ET QUELLES CONCLUSIONS DEVONS-NOUS EN TIRER ?

Il y a, ces temps-ci, de plus en plus « d'analystes » qui découvrent

les trusts internationaux (baptisés « firmes multinationales » pour faire « new look » et qui, obnubilés par cette découverte, en arrivent à réduire à peu de chose le rôle des Etats. Chose curieuse, ce sont souvent les mêmes qui découvrent en même temps que les mécanismes anti-crise de type international (Fonds Monétaire International, C.E.E...) ne sont que l'émanation directe des états impérialistes, et s'en indignent. Sans souci des contradictions, ils mettent l'accent (à juste titre) sur le rôle des trusts C.G.E., ou Penarroya, ou Ebauche S.A. dans la restructuration des entreprises françaises et la liquidation de l'emploi, mais ils « oublient » l'intervention directe de l'Etat par ses préfets, ses flics et ses ministres, dans les conflits du Joint Français, de Penarroya ou de Lip.

On pourrait allonger la liste, il est vrai que l'intervention de la United Fruit au Guatemala jadis ou de l'I.T.T. contre Allende aujourd'hui ont été déterminantes, mais peut-on oublier qu'elles ont eu besoin d'un petit coup de main de la C.I.A. et de l'armée U.S., qui font tout de même partie de l'appareil d'Etat ?

Alors, pourquoi cette curieuse faille dans le raisonnement ? En vérité, l'appareil d'Etat est aujourd'hui de plus en plus impliqué dans les structures économiques, par le soutien direct à l'investissement, les subventions à l'exportation, les mécanismes de contrôle des prix et des salaires, les manipulations monétaires...

Dans une période caractérisée par le déclin de l'hégémonie U.S. et la structuration progressive des pôles impérialistes multiples, le sort des trusts internationaux est de plus en plus lié aux capacités politiques de leur état d'origine à maintenir la « paix sociale » à l'intérieur et à défendre leurs intérêts à l'extérieur.

Cette évolution du capitalisme a, pour nous, au moins deux conséquences importantes :

1) la lutte des classes entre prolétariat et bourgeoisie fait de plus en plus rapidement irruption sur le terrain politique (qu'il s'agisse des immigrés, du Larzac, du Joint Français, de la grève du lait et, bien sûr, de Lip, qui trouvent leur origine dans des conflits économiques, ou des luttes pour l'avortement libre, pour les sursis... dont l'origine est directement idéologico-politique).

2) la liquidation progressive des « classes moyennes », petite bourgeoisie commerçante et terrienne n'est pas nouvelle, la transformation d'une partie d'entre elles en semi-prolétaires (paysans-travailleurs, employés du tertiaire) non plus. Mais sa réalisation rapide et sans trop de douleur devient un enjeu central pour la bourgeoisie monopoliste et son Etat.

En même temps qu'il pousse à la liquidation de ces couches archaïques, le capitalisme moderne a engendré de nouvelles couches de cadres d'industries et d'Etat identiques et interchangeable. Face à l'explosion de la division sociale du travail qui broie la classe ouvrière, ils ont pour mission de produire la justification idéologique du système (université, publicité, presse...), d'assurer l'encadrement technique de la production (cadres, techniciens...) et des appareils de l'Etat, ou d'organiser la répression : bénéficiaires de la redistribution d'une partie de la plus-value, ils sont indispensables au fonctionnement du capitalisme

monopoliste. Alliés essentiels de la grande bourgeoisie, ils risquent en même temps de s'ériger en concurrents et de revendiquer pour leur propre compte une part de pouvoir politique que justifie à leurs yeux leur rôle dans le système. Au cas où cette place ne leur serait pas reconnue par le capitalisme et son état (stratégie type Chalandon ou E. Faure), au cas par exemple où la bourgeoisie serait contrainte à un plus grand ménage des couches petites bourgeoises traditionnelles, il faut savoir que des pans importants de cette nouvelle fraction technocratique de la bourgeoisie n'hésiteraient pas à chercher des garanties de côté de la classe ouvrière. Il est clair qu'il y a là, au sein de la bourgeoisie, une contradiction que le mouvement ouvrier ne saurait méconnaître. Encore convient-il d'en cerner clairement l'importance et les limites.

A ces couches qui ont pour vocation essentielle de fournir une idéologie de remplacement fondée sur l'« efficacité », la « compétence », l'appropriation du savoir-faire, aux valeurs fatiguées de la bourgeoisie traditionnelle, il s'agit de savoir si le mouvement ouvrier doit faire des concessions pour obtenir leur appui, en tant que couche. Dans ce cas-là il importe de leur faire une place de choix dans les programmes, comme à la CGT ou chez les tenants du Programme Commun, aussi bien que dans les organisations elles-mêmes du mouvement ouvrier.

Par rapport à une telle stratégie, il faut admettre que le courant autogestionnaire, fondé sur le culte de la capacité technique et de la « compétence » qui se développe autour de la CFDT et sur lequel s'appuie également une fraction du PS, il faut admettre que ce courant se fonde sur les mêmes options, sur les mêmes bases sociales. Il représente un élément central de la nouvelle stratégie réformatrice qui se met peu à peu en place.

Il est vrai que sous le même vocable se manifeste une autre tendance, fondée incontestablement sur une aspiration révolutionnaire à la démocratie ouvrière de la part de nombreux travailleurs (au sein de la gauche syndicale et du PSU). Mais, fondée sur des raccourcis dangereux par peur des lois pourtant inéluctables de la lutte des classes (nécessité de la démocratie ouvrière comme aspect principal de la dictature du prolétariat, nécessité d'une remise en cause dans les luttes dès aujourd'hui des fondements du capitalisme débouchant sur la marche au communisme, nécessité d'une organisation révolutionnaire de centralisation des luttes de masse...) cette perspective entretient avec la précédente des rapports ambigus et à terme risque de contribuer à son succès au détriment de la classe ouvrière elle-même.

Ça n'est pas par hasard si, en se couvrant d'un tel drapeau, à Grenoble, une partie du PSU a déjà (au moins) un pied dans le PS.

En conséquence nous devons affirmer clairement que la ligne directrice de notre stratégie y compris, et surtout si elle comporte l'unité d'action avec les réformatrices et les révisionnistes doit être :

• de faire déboucher toutes les actions contre l'Etat, contre la bourgeoisie tout entière et ne pas chercher à spéculer sur l'appui possible d'une fraction de la bourgeoisie, en tant que telle, au mou-

vement ouvrier. De ce point de vue, notre stratégie reste radicalement contradictoire avec celle de la coalition antimonomopoliste défendue par le PCF ;

• de mener la lutte sur le plan idéologique contre la nouvelle bourgeoisie « technocrate », contre les illusions qu'elle véhicule à l'intention du mouvement ouvrier. C'est de cette manière qu'il convient de construire l'autonomie du mouvement ouvrier révolutionnaire (et non pas par agressement antiréformiste en évoquant les grands ancêtres de la trahison social-démocrate ou, pire, comme l'a fait l'A.M.R., en piétinant le cadavre d'Allende qui a eu, au moins le courage de mourir les armes à la main).

C'est en cela qu'il ne peut y avoir aucun compromis stratégique et idéologique avec le PS en particulier.

Mais cette stratégie d'autonomie des révolutionnaires, appuyée sur l'unité ouvrière et populaire autour du contrôle, rencontre aujourd'hui concrètement un problème qu'elle ne peut plus éluder : celui de la prise du pouvoir.

### II. - AUTONOMIE DU MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE ET UNITE D'ACTION.

Une fois de plus, l'expérience douloureuse de la classe ouvrière et du peuple chilien vient nous démontrer tragiquement la nécessité historique de l'autonomie de la stratégie révolutionnaire par rapport au réformisme.

Les forces révolutionnaires qui avaient choisi une stratégie de débordement à l'intérieur d'un accord anticapitaliste avec les réformatrices ont, certes pu jouer un rôle important dans le développement du processus ouvert par la victoire d'Allende aux présidentielles. Mais très rapidement, la gauche du P.S. et le M.A.P.U. se sont trouvés coincés dans la problématique légaliste de la majorité de l'U.P. : retirer son soutien à l'expérience devenant de plus en plus difficile à mesure que se développait l'escalade bourgeoise. Au fur et à mesure qu'avancait la lutte des masses et que progressait leur organisation autonome dans de véritables conseils ouvriers et conseils populaires — base du futur Etat prolétarien — l'affrontement inévitable entre stratégie révolutionnaire et stratégie réformatrice se précisait, notamment à propos de la nécessité de préparer — y compris militairement — l'ultime offensive populaire contre la bourgeoisie et son Etat.

La scission du M.A.P.U. à quelques mois du putsch reflète cet affrontement qui se manifestait aussi au sein de la gauche du P.S. qui ne parvenait pas à se dégager de la contradiction entre une pratique révolutionnaire mais non organisée à la base et une direction prisonnière de ses alliances.

Dès lors, et tout en jouant un rôle non négligeable dans le développement des organisations de masse de la classe et du peuple, ces forces révolutionnaires restaient impuissantes devant la question déterminante pour la conquête de tout le pouvoir : la construction de l'organisation révolutionnaire capable de préparer les conditions à la fois politiques et militaires de la prise du pouvoir.

Cette stratégie de débordement laissait reposer l'ensemble des tâches du parti révolutionnaire sur le M.I.R., organisation très récente dont la liaison avec les masses ne s'est affirmée réellement que pendant le gouvernement d'Unité Populaire. Cette organisation était ainsi conduite à appuyer un processus révolutionnaire dont elle n'avait pas, à elle seule, les moyens d'assurer le débouché politique, en terme de préparation politique et militaire de l'affrontement avec les forces bourgeoises, en terme de stratégie révolutionnaire prenant en compte tous les éléments, et pas seulement la mobilisation des masses.

Face aux illusions entretenues jusqu'au bout par le réformisme sur le « légalisme de l'armée », le M.I.R. ne pouvait, à lui seul, assurer la préparation d'un affrontement que chacun, pourtant, savait inéluctable. C'est ainsi que la classe ouvrière et le peuple chilien se sont trouvés sur la défensive dans les conditions dramatiques que l'on sait.

Aussi bien, l'expérience tragique de l'U.P. n'est pas seulement une leçon — et à quel prix — qui, encore une fois, démontre le caractère inéluctable de l'affrontement armé : elle révèle aussi les risques immenses que peut faire courir aux masses une stratégie de débordement à partir d'une victoire électorale lorsque le réformisme et le révisionnisme pèsent d'un poids déterminant.

Bien sûr, la situation française est différente à beaucoup d'égards. Il est vrai en particulier que le PS français est encore fort loin du PS chilien et, dans les conditions actuelles, on imagine mieux Mitterrand passant le pouvoir à quelque Chautemps, comme Blum en 1936, que tombant comme Allende, les armes à la main.

Mais comme au Chili il faut savoir reconnaître le poids déterminant du réformisme et du révisionnisme, la faiblesse du mouvement révolutionnaire organisé, l'éventualité d'une victoire électorale d'une coalition de gauche.

En réalité, la question est simple. Etant donné l'état actuel du niveau de la lutte des classes en France après mai 1968 (bien plus avancée qu'en 1936, qu'il s'agisse des objectifs ou des formes de lutte), il y a de fortes chances que la victoire électorale d'une coalition de gauche déclenche progressivement un vaste mouvement populaire. Dans une telle perspective, et compte tenu du rapport de forces actuel entre organisations réformistes et forces révolutionnaires, il faut savoir quels risques considérables entraîne l'adoption d'une stratégie de débordement, soit que, comme au Chili, la bourgeoisie mette tout en œuvre pour briser le mouvement des masses et leurs organisations, soit que, à l'inverse, et c'est l'hypothèse la plus probable, ce soient les forces réformistes et révisionnistes qui tentent de casser une ou les organisations révolutionnaires pour reprendre en main le contrôle des opérations et engager un processus de marche au « socialisme » à la sauce Brejnev.

La responsabilité historique est de taille pour les révolutionnaires. L'exemple du Chili, mais aussi le développement de la lutte des classes en France où nous nous retrouvons face à une bourgeoisie qui a tiré les leçons politiques, mais aussi militaires, de mai 1968 (cf l'évolution de l'appareil répressif et la réforme des conditions d'emploi de l'armée en cas de conflit intérieur), tout ceci doit nous inciter à tirer les leçons d'une histoire qui s'écrit sous nos yeux et à analyser soigneusement le rapport des forces. Il faut savoir à quelle catastrophe peut conduire un processus de mobilisation populaire débouchant sur un affrontement central sans organisation révolutionnaire capable de le préparer, et dans un rapport de forces défavorable avec les organisations réformistes. Il est de notre responsabilité de prendre clairement position là-dessus. Il n'y a

pas de raccourci possible qui soit admissible quand il repose sur un pari au terme duquel le mouvement ouvrier peut être détruit physiquement.

C'est dire que la question de la stratégie révolutionnaire est posée de manière concrète et immédiate. Nous commençons, tous, à savoir qu'il n'est pas possible

1) — de rester sur la rive de l'histoire en attendant l'apparition du parti révolutionnaire et en clamant à tous vents que, tant qu'il n'existe pas, nous refusons l'issue catastrophique inéluctable d'un gouvernement de gauche ;

2) — de s'imaginer qu'il suffit de proposer un projet de société (autogestionnaire ou pas) pour que les masses émerveillées se mettent en marche vers la victoire ;

3) — de jouer à l'apprenti sorcier en prônant une stratégie de grève générale autogestionnaire (type mai 68 « réussi ») puisque nous admettons, tous, que l'affrontement armé est inéluctable ;

4) — de revenir sur toute l'expérience du PSU qui, au cours de plusieurs congrès, a affirmé que la stratégie réformiste ne pouvait conduire à la prise réelle du pouvoir.

Alors ?

Eh bien, collectivement, nous savons au moins, aujourd'hui, qu'il n'est pas possible de répondre à cette question stratégique sans lier dialectiquement la construction d'une organisation révolutionnaire centralisant politiquement les luttes d'aujourd'hui et la perspective de conquête du pouvoir d'Etat.

On nous propose aujourd'hui une stratégie qui vise, à partir d'un Pacte National d'Unité d'action avec le PC et le PS, à permettre aux révolutionnaires qui conserveraient leur autonomie, de profiter de cette unité conflictuelle pour développer la mobilisation.

Et il est vrai qu'une telle proposition se fonde sur un certain nombre de constatations justes.

● Il est certain qu'il est impossible de définir une stratégie concrète qui ne tiendrait pas compte du poids déterminant et bien souvent hégémonique du réformisme dans la classe ouvrière.

● Il est vrai que face à l'offensive ouvrière et populaire, la tactique du PCF n'est plus de bloquer des quatre fers mais plutôt de s'inscrire dans le mouvement pour le contrôler et le ramener à un débouché électoral. Dans de telles conditions, des clivages schématiques et brutaux (comme à l'époque de l'assassinat d'Overney) auraient pour effet de nous couper des masses.

● Il est certain que le développement des luttes de masses sur tous les fronts, mais particulièrement les luttes ouvrières offensives révèlent, et Lip le montre bien, la possibilité pour les révolutionnaires de peser sur les forces réformistes en les compromettant dans leur unité d'action.

En tout cas, par rapport à la thèse du « soutien critique » jadis esquissée, il est vrai que cette nouvelle proposition témoigne d'un progrès considérable.

— par la prise en compte de la nécessaire construction du parti dans les luttes,

— par la reconnaissance du caractère inéluctable de l'affrontement armé,

— par l'affirmation de la nécessité d'un rapport de forces suffisant entre forces révolutionnaires et partis réformistes et révisionnistes.

Mais, en dépit de ces progrès incontestables, cette stratégie comporte encore des raccourcis extrêmement dangereux :

— elle implique que le bloc PC-PS soit prêt

1) - à accepter un accord d'unité d'action ;

2) - sans implication au niveau d'un programme commun de gouvernement ;

3) - que ce pacte trouve son application lors des prochaines

échéances électorales, ce qui reste assez problématique dans l'état actuel de la lutte des classes ;

— elle suppose que le PCF accepte de ne pas freiner les mouvements qu'il ne contrôle pas totalement. Car si nous nous engageons dans des actions communes dans ces conditions, il est évident qu'en cours de route la clarification nécessaire, à partir de la pratique, entre stratégies réformiste et révolutionnaire, deviendrait difficile sans précisément que se rompe l'unité d'action ;

— en réalité, le vice majeur de cette proposition c'est qu'elle est impraticable tant que le rapport des forces entre PC + PS d'un côté et PSU et gauche syndicale de l'autre, reste globalement ce qu'il est aujourd'hui.

Il faut répondre clairement à l'argument selon lequel la stratégie appliquée à Lip serait la démonstration de la justesse de cette proposition.

Mais précisément, le rapport de forces d'ensemble dans l'affaire Lip était largement déterminé par le rapport local caractérisé par l'hégémonie d'une direction politique révolutionnaire sur la lutte. Et il est vrai que lorsque le rapport de forces est favorable sur le terrain, l'unité d'action peut et doit être recherchée. Mais pour un Lip, combien de Carterpillar, où le mouvement meurt par étouffement.

Dans l'état actuel de la lutte des classes marqué par des luttes éclatées par le développement de mouvements de masses autonomes dont le niveau de conscience et d'organisation est très variable, et surtout en l'absence de toute centralisation politique des luttes, la stratégie ne peut qu'être diversifiée et adaptée cas par cas en fonction du rapport de forces local sur la lutte précise et non pas dans le cadre global d'un pacte d'unité d'action même conflictuelle.

Dans certains cas, il faut savoir que seul l'affrontement clair de forces révolutionnaires autonomes avec les organisations réformistes permettra une avancée de la prise de conscience des masses. Dans d'autres, l'unité d'action conflictuelle du type Lip sera nécessaire. Mais le plus souvent, sans doute, il faudra savoir passer de l'une à l'autre ligne selon l'évolution du rapport de forces.

Surtout, il faut répéter que la stratégie du Programme commun implique nécessairement une politique de ménagement des classes moyennes dans leur ensemble (aussi bien les archaïques, notables, médecins libéraux, petits propriétaires, que les modernistes, techniciens, ingénieurs et cadres). C'est dire que si les forces PC-PS arrivent au pouvoir par la voie électorale, c'est qu'il y aura rupture au sein de la bourgeoisie, dont une part importante acceptera cette perspective comme un pis-aller face à l'offensive ouvrière et populaire et à la pression croissante de l'unité d'action.

Il est clair que le ralliement (nécessaire) d'une fraction de la bourgeoisie sera lourd d'ambiguïtés et de menaces. D'une part, on peut compter sur le P.C.F. pour s'efforcer par tous les moyens de mettre au pas « ceux qui veulent effrayer les couches moyennes ». D'autre part, et surtout on peut compter sur les nouvelles forces bourgeoises technocrates — cette fois-ci tenant des leviers politiques dans un tel gouvernement — pour planifier avec vigueur la « bataille de la production » et s'opposer à toute initiative révolutionnaire des masses pour s'attaquer aux fondements de la division du travail ce qui à terme mettrait en cause leur existence même. Du même coup, il convient d'être très clairs sur les risques que comporte pour la classe ouvrière l'institution d'une autogestion de type parlementaire préservant le jeu des couches techniciennes dans les entreprises, telle que le propose par exemple le CERES et quelques autres...

Dans une telle perspective, qui est directement celle à laquelle nous sommes confrontés, il est évident que les couches techni-

ciennes et modernistes ne se borneraient pas à jouer un rôle de pourvoyeurs d'idées mais deviendraient rapidement oppresseur privilégié de la classe ouvrière. C'est pourquoi, dès aujourd'hui, la lutte idéologique contre ces illusions doit être menée sans faiblesse. C'est pour cela aussi et surtout que toute stratégie de débordement où les révolutionnaires se situeraient à l'intérieur de la coalition réformiste, est vouée à l'échec.

Il ne saurait donc être question d'établir un programme de gouvernement et encore moins d'y participer.

Bien au contraire, face à un gouvernement réformiste et dans le cadre d'une unité d'action conflictuelle qui ne fera que se développer avec des périodes de plus ou moins grande tension, la tâche des révolutionnaires ne fera véritablement que commencer.

Il faudra alors, et ça ne sera pas simple, expliquer que ça n'est qu'une première bataille qui ne se solde pas par 20 % d'augmentation des salaires et quelques nationalisations, mais doit se poursuivre par la préparation des conditions politiques, économiques et militaires de l'affrontement.

● politiques. Mise en place des organes de pouvoir ouvrier et populaire assurant l'unité ouvrière et populaire et la désorganisation politique et idéologique de la bourgeoisie ; confrontation permanente avec le réformisme par la mise en place, au fur et à mesure que progressent les luttes, d'une direction politique unifiée des forces révolutionnaires.

● économiques. Mise en œuvre d'un programme immédiat visant à modifier les conditions de la division du travail, transformation de l'appareil de production et de consommation individuelle et collective sous contrôle populaire...

● militaires. Préparation des nécessaires ruptures dans l'appareil policier et militaire, démantèlement des bandes fascistes, organisation armée unifiée de la classe et du peuple. Il n'est pas sérieux d'affirmer que l'affrontement armé est inévitable si ces problèmes ne sont pas posés dès aujourd'hui.

Certes, il est particulièrement difficile de poser ces problèmes de façon juste, car la marge est étroite entre le défaitisme et l'aventurisme. Mais faute de mener dès aujourd'hui et progressivement ces tâches de préparation idéologique, politique et technique de la classe ouvrière et du peuple, les conditions d'un affrontement victorieux risquent fort de n'être jamais réunies et de tragiques défaites ne peuvent qu'en résulter.

Longue marche dans la dialectique construction du parti/stratégie diversifiée dans l'offensive des masses et les rapports avec le réformisme et le révisionnisme...

Longue marche dans la préparation idéologique, politique et militaire du parti et des masses à l'affrontement inévitable

c'est précisément parce que nous sommes pressés que nous devons prendre notre temps. L'expérience la plus récente montre que les raccourcis ou les positions ambiguës peuvent nous mener au précipice et ce qui est plus grave briser pour longtemps, et au prix de quelle misère, les espérances populaires.

## III — LES CONSEQUENCES D'UNE TELLE STRATEGIE POUR LA PERIODE ACTUELLE

Si le Larzac a été à la fois l'irruption brutale de la gauche paysanne dans le champ politique national en même temps qu'une gigantesque A.O.P., la marche sur Besançon a été la première réunion massive de la gauche syndicale.

Ceux de la CFDT qui, malgré des freinages de la Confédération, les intimidations et les menaces d'exclusion de la droite CFDT (type fédération des métaux) sont ve-

nus à Besançon ont montré qu'ils s'unifiaient sur des thèmes politiques qui se trouvent dans un grand nombre de luttes de masses aujourd'hui :

1) La démocratie ouvrière et la pratique de l'unité de tous les travailleurs dans la lutte. Cette exigence, contradictoire avec le bureaucratisme, le sectarisme de boutique, l'intolérance envers les non-syndiqués, est devenue à Lip une référence positive.

2) L'autonomie de la classe et du peuple remettant en cause la légalité de la bourgeoisie. Cette unité se manifeste et se forge autour d'objectifs concrets et non sur des accords de sommet entre confédérations ou partis. Le rapport de forces évolue sur place, en liaison avec les organisations ou en pesant sur elles au besoin. Cette autonomie débouche logiquement sur l'illégalité : « Lip vaincra. La légalité on s'en fout » elle implique l'alliance la plus large avec toutes les couches du peuple qui sont entrées en lutte (avec les paysans travailleurs à Cerizay).

3) La poursuite des luttes jusqu'à l'affrontement avec l'Etat central : sauver le Larzac c'est faire subir une défaite à l'armée. Empêcher le démantèlement et les licenciements à Lip, c'est battre la stratégie du gouvernement, de Charbonnel et de Giraud : « A Lip comme ailleurs, le pouvoir aux travailleurs ».

Mais, par rapport à ces trois thèmes d'unification, l'aspect principal de la période, aussi bien chez les paysans travailleurs que dans la gauche syndicale, c'est le décalage fantastique entre le niveau élevé de prise de conscience et l'état d'inorganisation et d'absence de centralisation des luttes. C'est là ce qui définit notre tâche la plus urgente.

On ne peut espérer obtenir cette centralisation politique par le développement du seul PSU, et le rapport de Rocard a raison de le reconnaître. En revanche, tout doit être fait pour contribuer à cette centralisation : le meeting du PSU à Paris où la gauche syndicale a pu s'exprimer politiquement est un bon exemple, les A.O.P. de type nouveau à la mesure du Larzac ou de Lip, en constituent un autre.

Mais il est clair que cette centralisation ne peut être amorcée sans référence centrale. Or, à cause des ambiguïtés qu'il charrie et de l'hétérogénéité des forces qui l'appuient, le thème autogestionnaire est perçu comme incapable de fournir un point d'ancrage clair à nombre de militants de la gauche syndicale. (Ceux qui les combattent sont aussi autogestionnaires dans la centrale) et ressentent comme inacceptable par les paysans travailleurs.

Il n'est pas vrai que la mise sur pied de cette centralisation soit quelque chose de simple et que le projet puisse être mis en chantier sans réflexion. Mais des éléments existent maintenant, autour du contrôle ouvrier, et sur la triple base définie plus haut, de

— la démocratie ouvrière et la pratique de l'unité d'action de tous les travailleurs dans la lutte.

— l'autonomie de la classe et du peuple remettant en cause la légalité bourgeoise.

— la poursuite des luttes jusqu'à l'affrontement avec l'Etat,

pour développer un mouvement pour le pouvoir ouvrier et populaire. Le destin du PSU ne doit être abordé que dans cette perspective. A notre avis, l'outil politique capable à Lip (sinon au Larzac) de fournir une référence efficace pour stimuler la gauche syndicale et réussir la marche, mérite mieux que sa fusion dans le C.L.A.S., club groupusculaire, coupé des masses ou que l'abandon de sa démarche historique par satellisation autour du PS. En tous cas, si certains étaient tentés de résoudre par la force (ou par l'expulsion) cette contradiction interne, les militants qui pensent ainsi et les partisans du C.L.A.S. ou du P.S., qu'ils sachent qu'elle existe de toute manière dans la partie consciente des masses dans lesquelles le PSU s'insère et qu'ils ne l'évacueront donc pas aussi simplement. ■

# PROJET D'APPEL

[Ce projet de texte adressé par le PSU aux organisations qui ont fondé avec lui le CLAS (CIC - AMR - OS), adopté par la DPN, sera soumis à tous les adhérents du parti, en vue de sa proclamation par le Conseil National de novembre 1973.]

## CAMARADES !

Le mouvement socialiste autogestionnaire est aujourd'hui confronté à de lourdes responsabilités dans les luttes sociales et politiques. Pour les assumer, il a besoin d'une force politique révolutionnaire, structurée, cohérente, largement implantée dans les masses populaires.

Pour parvenir à la construction d'une telle force, le PSU est prêt à se mettre en cause lui-même comme organisation, dans ses structures et ses modes d'intervention. Mais cet objectif ne dépend

pas que de lui. Il dépend aussi de tous ceux qui sont engagés avec lui dans la voie de l'autogestion socialiste.

Notre parti se déclare résolu, dès aujourd'hui, à s'ouvrir à tous ceux qui sont prêts à participer directement au combat commun, en particulier aux militants des CIC, de l'AMR et d'Objectif Socialiste qui, avec le PSU, ont fondé et animé le CLAS. Dans les conditions présentes, ceux-ci pourraient d'ailleurs conserver, s'ils le désirent, une expression propre sous forme de centres de réflexion et d'étude.

Ce regroupement, sur la base révolutionnaire de l'autogestion socialiste, pourrait intervenir à l'occasion du Conseil National que nous tiendrons en novembre 1973. Vos militants pourraient ainsi participer, sur un pied d'égalité, à la préparation du prochain Congrès

du parti, prévu pour le printemps 1974.

Un tel regroupement revêtirait une importance sans commune mesure avec la composition numérique des formations concernées. Il apporterait au PSU le renfort de militants formés et expérimentés. Il affirmerait, par les actes, la volonté d'ouverture du parti.

Le PSU, tel qu'il est, n'est pas un but en soi. Il ne forme qu'un noyau de l'organisation révolutionnaire et autogestionnaire de demain. Tous les militants qui veulent s'associer directement à notre action ont leur place parmi nous.

C'est dans cet esprit que nous vous invitons à venir renforcer le PSU et contribuer à le transformer en une force politique capable de jouer dans l'avenir un rôle important et offensif au sein du mouvement ouvrier.

## *pour préparer le Conseil National*

### « P.S.U. DOCUMENTATION »

#### Vient de paraître :

N° 45 : La lutte des femmes dans l'habillement et le textile ..	1,50
N°s 46-47-48 : Le P.S.U. « Dossier d'accueil » .....	3,00
N° 49 : H.L.M. vers la privatisation .....	1,00
N° 50 : L'autogestion .....	1,00

#### Numéros disponibles :

N° 13 : Les petits commerçants et la crise du commerce ..	1,00
N° 17 : Les fondements de l'exploitation capitaliste .....	1,00
N°s 22-23 : Sur le mouvement politique de masse .....	2,00
N°s 24-25 : La police dans la lutte de classes .....	2,00
N° 26 : Rosa Luxemburg : Grève de masse, partis et syndicats .....	1,00
N°s 27-28 : La crise du système monétaire international .....	3,00
N°s 29-30 : Nationalisation et révolution .....	2,00
N°s 31-32-33 : Les problèmes de l'emploi .....	2,00
N°s 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie .....	3,50
N°s 42-43-44 : Le mouvement révolutionnaire et l'université ..	3,00

Abonnement, 20 numéros : 15 F  
à TRIBUNE SOCIALISTE  
9, rue Borromée

Paiement à la commande par chèque bancaire  
ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris

## la stratégie du PSU

La brochure de 50 pages : 2 F

(1,50 F à partir de 5 exemplaires, 1 F à partir de 10 exemplaires)  
Ed. Syros, 9, rue Borromée, 75015 PARIS - C.C.P. 19 706 28 Paris

## autogestion et révolution socialiste

Les principaux textes du colloque autogestion des 20 et 21 janvier. Editions SYROS, 9, rue Borromée - 5 F. Commandes groupées (à partir de 5) 3,50 F l'unité.